



DANE-ELEC

RAPPORT ANNUEL

Exercice clos le 31 décembre 2010

1.RAPPORT FINANCIER

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL.....	1
1. RAPPORT DE GESTION	2
•Situation du groupe Dane-Elec Memory.....	3
•Situation de la société mère.....	14
•Situation des filiales	14
•Activité de R&D	15
•Résultats	15
•Dépenses non déductibles.....	16
•Risques environnementaux	16
•Principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée	16
•Informations complémentaires.....	17
•Perspectives du Groupe	19
•Evénements importants survenus depuis la clôture	20
•Annexe I :	21
•Annexe II :	23
•Annexe III :Rapport du Président du Conseil d'Administration sur le contrôle interne	24
2. COMPTES CONSOLIDÉS	28
•Informations relatives aux honoraires des commissaires aux comptes	49
•Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	50
3. COMPTES SOCIAUX	52
•Annexes aux comptes sociaux	55
•Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.....	68
•Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés.....	70
•Rapport des commissaires aux comptes sur le rapport du président du Conseil d'Administration	72
4. ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION DE DANE-ELEC MEMORY.....	74

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

Les informations financières présentées dans le rapport financier annuel ont fait l'objet de rapport des contrôleurs légaux.

Au titre de l'exercice 2009, les contrôleurs légaux ont formulé, sans remettre en cause l'opinion qu'ils ont exprimée, les observations suivantes :

- Dans le rapport sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2009, l'attention est attirée sur l'incertitude relative à la continuité d'exploitation exposée dans la note 2 de l'annexe
- Dans le rapport sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009, l'attention est attirée sur l'incertitude relative à la continuité d'exploitation exposée dans la note 2.2 de l'annexe, et sur la note 3 de l'annexe qui décrit les nouvelles normes et interprétations que le groupe a appliquées.

Au titre de l'exercice 2010, les contrôleurs légaux ont formulé, sans remettre en cause l'opinion qu'ils ont exprimée, les observations suivantes :

- Dans le rapport sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2010, l'attention est attirée sur l'incertitude relative à la continuité d'exploitation exposée dans la note 2.1. de l'annexe
- Dans le rapport sur les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010, l'attention est attirée sur l'incertitude relative à la continuité d'exploitation exposée dans la note 2.1. de l'annexe.

Monsieur David HACCOUN

Président du Conseil d'Administration

Le 28 avril 2011

1 - RAPPORT DE GESTION

Du Conseil d'Administration
à l'Assemblée Générale Annuelle

En date du 28 avril 2011

Mesdames, Messieurs et chers actionnaires,

Conformément aux dispositions de l'article L.823 – 17 du Code de Commerce, nous vous informons qu'une réunion du Conseil d'Administration se tiendra le 28 Avril 2011 à douze heures au siège social, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Examen des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2010
2. Examen des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010
3. Examen du rapport du Président sur le contrôle interne
4. Convocation à l'Assemblée Générale Annuelle
5. Examen du rapport du Conseil à présenter à l'Assemblée Générale Annuelle
6. Examen des documents prévisionnels de gestion
7. Examen du rapport d'analyse des documents prévisionnels de gestion
8. Questions diverses

I / Situation du Groupe Dane-Elec Memory

1. Rapport économique

Le chiffre d'affaires consolidé de l'exercice **2010** ressort à **157.7 M €** contre **180.2 M €** sur l'exercice **2009** :

En M€	2010	2009	Variation
1^{er} semestre	78.4 49.7%	72.1 40%	+ 8.7 %
2^{ème} semestre	79.3 50.3%	108.1 60%	- 26.6 %
Total	157.7 100%	180.2 100%	- 12.5 %

Dane-Elec Memory a connu un fort développement depuis avril **2009** et jusqu'en Janvier 2010, soutenu pour une large part par les cartes mémoires outre atlantique.

Le marché mondial sortait d'une année **2008** où les effets consécutifs à la crise s'étaient fait rudement sentir, suite aux importants efforts de déstockage et à une demande plus limitée notamment de la part des revendeurs. La compression des volumes de fabrication fin **2008** a entraîné un effet de pénurie dès le début de **2009** – accentué par les besoins supplémentaires de gros acheteurs mondiaux de mémoire - face à un marché qui a redémarré. Dane-Elec a alors bénéficié de cet effet de reprise de la demande tout en étant confronté comme tous les négociants à une contrainte d'approvisionnement de plus en plus forte qui a tendu les prix d'achat.

Sur l'ensemble de l'année **2010**, dans un contexte de vive concurrence, le groupe affiche une réduction de chiffre d'affaires de **12.5 %** par rapport à l'année **2009**. Les variations de change ont eu un impact positif de **4.7 M €** sur l'année **2010**.

Après un premier trimestre **2010** contrasté et un effet de levier notable sur Mars, l'activité commerciale du deuxième trimestre **2010** s'est redressée, conformément à ce qui avait été anticipé par le Groupe. Le chiffre d'affaires consolidé du premier semestre **2010** qui s'élevait à **78,4 M €** a affiché une hausse de **9 %** par rapport à **2009**.

Le troisième trimestre a marqué le pas : l'activité consolidée est revenue en ligne avec celle à fin Septembre **2009**. C'est le quatrième trimestre, traditionnellement fort dans l'électronique grand public, qui montre une forte baisse et qui renforce l'effet de compression de l'ensemble de l'année par rapport à l'année précédente.

Le Groupe s'appuie fortement sur sa capacité à se différencier de ses concurrents par sa politique de licences (Duracell, Batman™, Harry Potter™, Hello Kitty, Burton, Santa Cruz, Birdhouse, Quiksilver, Roxy, etc.) et ses services innovants associés (stockage noLimit Memory, stylo numérique zPen).

Sur tous les marchés du groupe, ce positionnement lui a permis de résister sur des niches. Avec des ventes qui affichent des augmentations jusqu'à **50 %** d'une année sur l'autre, c'est la confirmation que cette stratégie de différenciation de Dane Elec - en accroissement de la valeur d'usage des produits et au plus proche des marques de référence au niveau mondial - est une réussite sur des produits grand public. Cet effet a été particulièrement sensible aux Etats-Unis.

Devant le ralentissement de son marché des mémoires DRAM (activité historique de Dane-Elec Memory), le groupe a cherché à se diversifier, notamment dans les disques durs. Ces cinq dernières années, cette stratégie lui a permis d'accroître sa présence dans la grande distribution et de renforcer sa légitimité dans l'univers du stockage.

Les ventes de produits de stockage (mémoires flash et disques durs) ont représenté **89 %** de l'activité contre **5 %** pour les modules Dram et près de **6 %** pour la distribution des produits nomades.

Cependant, le groupe faisant face à des pertes structurelles progressivement de plus en plus lourdes sur cette activité, et malgré un chiffre d'affaires encore conséquent en **2010** de plus de **16 M €**, a décidé au dernier trimestre de l'année **2010** d'arrêter cette activité des disques durs classiques.

La répartition géographique et sectorielle du chiffre d'affaires du groupe s'établit comme suit :

En M€	2010	2009	Variation
Europe	57,1	71,2	-19,5 %
Etats-Unis	85,7	86,3	-0,5 %
Asie	5,9	14,5	- 61.4 %
Total Mémoires	148,7	172,0	- 23,3 %
Total Nomades	9,0	8,2	9,8 %
Total Groupe	157,7	180,2	- 12,5 %

Sur la période **2008 – 2009**, le poids des principaux contributeurs au chiffre d'affaires s'est inversé : l'Europe en **2009** ne réalise plus que **44 %** du chiffre d'affaires (**62 %** en 2008) tandis que l'activité de la filiale américaine est passée à **48 %** (contre **34%** en **2008**).

Ce déplacement du centre de gravité du groupe vers le continent américain s'est encore affirmé en **2010** avec un poids de près de **55 %** du chiffre d'affaires total du groupe. L'activité américaine restait à fin Septembre en avance de plus de **12 %** par rapport à **2009**. Elle a ralenti sur la fin de l'année. Sur l'ensemble de l'année **2010**, la filiale DE CORP outre atlantique en s'appuyant notamment sur ses produits exclusifs sous licence de marque et principalement Duracell - en très forte croissance - et en garantissant une plus grande souplesse de production par un changement de fournisseurs, a stabilisé ses ventes au niveau de **2009**. Sur un marché très concurrentiel, en particulier émanant de Sandisk et de Lexar, DE Corp a ainsi démontré toute sa capacité de résistance et de développement.

En Europe, où la concurrence a été vive avec des produits de gamme inférieure et plus compétitifs en termes de prix, Dane-Elec Memory a été confrontée à un contexte de consommation peu porteur. L'arrêt de la commercialisation des disques durs, activité centrée sur l'Europe, a logiquement eu un impact sensible sur les ventes du dernier trimestre **2010**, et notamment pour l'Espagne qui a connu le plus fort ralentissement.

L'Angleterre a progressé de plus de **19 %** par rapport à **2009**. La France a limité son retard à **6 %** grâce aussi au rebond de l'activité d'Intervalle (près de **+ 10 %** sur l'année), la branche de distribution de produits nomades capitalisant sur son repositionnement en « B to B » avec la signature de nouveaux contrats de distribution, en particulier avec Dell.

L'Asie qui reste marginale pour le groupe en matière de distribution de produits a vu son activité décliner par rapport à **2009**, réduction provenant essentiellement de Taïwan.

En matière de saisonnalité, la répartition de l'activité du groupe en **2009** était largement prédominante au deuxième semestre, avec **60 %** de contribution du chiffre d'affaires annuel. En **2010**, les deux semestres apparaissent avec un poids équivalent de chiffre d'affaires consolidé. C'est le dernier trimestre qui a vu sa quote-part d'un tiers de l'activité historique annuelle du groupe se réduire à **25 %**, égale au troisième trimestre.

Juillet et Décembre sont encore les plus forts mois d'activité de l'année avec la rentrée scolaire et les fêtes de fin d'année, compte tenu également des programmes commerciaux planifiés de certains clients de la grande distribution. Toutefois, même si la saisonnalité reste un vecteur important de l'activité sur l'année, le tassement rapporté de la consommation et l'arrêt déjà mentionné en fin d'année de la ligne de produits des disques durs classiques (réduisant le chiffre d'affaires sur le dernier trimestre de **3 M €** en moyenne rapportée à la performance sur les deux dernières années) ont eu tendance à en pondérer les effets.

L'effet de lissage est plus notable encore sur l'activité américaine qui voit son chiffre d'affaires passer d'une répartition en poids relatif des deux semestres en **2009** à « un tiers / deux tiers » à une répartition quasi équitable en **2010**.

Dane-Elec Memory poursuit le développement de la solution de stockage sécurisé avec accès à distance sans configuration, myDitto. Sa commercialisation a démarré en Mai **2010**.

La presse spécialisée met en avant la grande facilité d'utilisation du produit. La solution myDitto a reçu le prix « Best IT innovation » de la part de European Consumers Choice après le « CES Innovation Award » reçu en Janvier à Las Vegas.

Produit de rupture technologique sur le marché naissant des disques durs en réseau domestique (NAS), my-ditto est une solution innovante qui :

- gère automatiquement la sauvegarde des données ;
- centralise les données et les met à disposition où que l'on soit, à la maison, au bureau ou en déplacement
- devient le centre multimédia de la maison, permettant de profiter pleinement de son contenu sur la télévision, l'ordinateur portable, l'iPhone ou encore l'iPad.

La solution my-ditto n'a pas encore véritablement eu d'impact sur la performance de chiffre d'affaires du groupe. Tant en « B to C » qu'en « B to B », elle dispose d'un important potentiel de développement commercial (www.my-ditto.com).

2. Rapport financier

2.1. Résultat opérationnel

Le résultat consolidé du groupe se résume comme suit :

En K€	2010	2009
Chiffre d'affaires	157 735	180 173
Résultat opérationnel	(19 898)	2 846
Résultat financier	(1 274)	(620)
Résultat net part du groupe	(21 147)	771

A partir d'un chiffre d'affaires en réduction de **12.5 %** par rapport à l'année **2009**, le résultat opérationnel du groupe passe d'un profit de **2 846 K €** au 31 décembre **2009** à une perte de **19 898 K €** au 31 décembre **2010**.

Soit une variation négative du résultat opérationnel de **2009** à **2010** de **22 744 K €**. Cette variation s'explique essentiellement par :

- des éléments non-récurrents défavorables pour **7 300 K €**, incluant l'activité des disques durs (**- 3 700 K €**) et l'impact de la restructuration des activités du groupe décidée en fin d'année (**- 3 600 K €**)
- l'évolution défavorable de la marge brute de plus de **- 6 400 K €** (excluant la contribution estimée à **- 1 500 K €** de l'activité des disques durs, en éléments non-récurrents)
- une dotation aux provisions qui reflète l'exigence du plan de retournement dans l'appréciation des risques : une variation totale de près de **- 3 100 K €**
- la variation négative des autres produits et charges opérationnels pour près de **10 500 K €**, dont près de **3000 K €** dus aux éléments non-récurrents (disques durs et restructuration des activités).
L'essentiel de cet impact provient de l'impact de l'indemnisation suite au gain de l'action collective aux Etats-Unis engagée à l'encontre des fabricants de mémoires DRAM pour entente sur les prix (impact de **8 087 K €** en « Autres charges et produits opérationnels » dans les résultats fin **2009**, Dane-Elec Corp avait alors reçu une indemnisation brute de **10.1 M €** en tant que plaignant)

2.1.1. Un résultat opérationnel lourdement affecté par des éléments non- récurrents

Le résultat opérationnel du groupe est affecté par des éléments non récurrents qui tiennent en particulier aux éléments suivants :

- L'activité des disques durs classiques, qui pénalise très fortement la performance du groupe
- La restructuration des activités qui a déjà entraîné au 31 décembre 2010 la constatation de lourdes charges

2.1.1.1. L'impact significatif sur le groupe de la perte de l'activité des disques durs classiques :

La perte opérationnelle courante sur l'activité des disques durs classiques a été estimée sur l'année **2010** à **5 026 K €**

En **2010**, c'est sur cette activité - sur laquelle il est particulièrement difficile de se différencier - que l'aggravation des conditions de marché du groupe en Europe est la plus visible avec une marge nette négative de plus de **8%**. C'est surtout l'Espagne, mais aussi la France, qui ont été les plus durement touchées en raison d'un marché très concurrentiel.

En **2009**, la marge nette de cette activité a été estimée à plus de **5.0 %**. Elle avait bénéficié d'effets de hausse des prix après les efforts consentis en **2007** – intégration du marché - puis en **2008** pour pénétrer de nouveaux marchés.

La structure de coûts de cette activité est également sensiblement plus lourde en comparaison avec les activités historiques de Dane-Elec (notamment par l'impact de l'avant-vente sur des grosses opérations en volume et le support après vente avec les retours de produits).

Le compte de résultat de l'activité des disques durs classiques se présente comme suit :

en K€	2010	2009
Chiffre d'affaires (1)	16 104	20 504
Marge brute	1 755	3255
% du CA	10.9%	15.9%
SAV / RMA	(646)	(536)
Rebates	(1 568)	(1 312)
Autres coûts	(383)	(320)
Marge nette	(842)	(1 087)
% du CA	-5.3%	5.3%
Frais Généraux	(3 423)	(4 360)
Autres coûts	(191)	(243)
Résultat opérationnel récurrent	(4 456)	(3 516)
Dépréciation (2)	(2 282)	
Restructuration Irlande	(450)	NA
Résultat opérationnel non-récurrent	(7 188)	(3 516)

(1) Chiffre d'affaires par famille avant « rebates »

(2) Compte tenu de l'obligation contractuelle d'assurer un suivi en garantie des disques durs vendus avant l'arrêt de l'activité, une estimation a été faite au 31 décembre 2010 quant aux coûts nets qui seront engagés vis-à-vis des clients du groupe en matière de service après-vente, dans le respect de cette obligation. La provision ainsi arrêtée dans les comptes consolidés au titre de provision pour garantie sur cette activité discontinuée est d'un montant estimé de 570 K €. La dépréciation des stocks est de (1 712) K €.

La perte opérationnelle 2010 est à comparer avec une perte estimée de 3 516 K € en 2009 (pour un chiffre d'affaires de 20 504 K €). C'est donc une variation estimée de la perte opérationnelle récurrente de l'ordre de 940 K € entre 2009 et 2010 pour un chiffre d'affaires en baisse de 4 400 K €.

Sur la base de ses résultats récurrents et structurels en forte perte et jugeant son potentiel de développement rentable notoirement insuffisant, comme annoncé en décembre 2010, le Groupe a pris la décision stratégique de se désengager du marché du disque dur multimédia, à l'exception des produits innovants de la famille myDitto.

La discontinuité de l'activité des disques durs classiques a eu un impact important sur la réorganisation du site industriel en Irlande. Il est estimé que la quote-part de restructuration associée à cette activité est de l'ordre de la moitié de la provision à fin décembre en Irlande soit 450 K €.

Elle s'est en outre traduite par un complément de dépréciation des stocks pour cette activité, soit un impact de - 1 712 K € au 31 décembre 2010.

En conclusion l'activité des disques durs classiques a généré au niveau du groupe une perte opérationnelle totale de 7 200 K € sur l'année 2010. Par rapport à 2009, c'est une variation négative de près de 3 700 K €.

Au-delà de sa contribution fortement négative en résultat opérationnel, elle a pesé lourdement sur le besoin en fonds de roulement du groupe. En effet, cette activité a induit de forts volumes de stockage sur les deux dernières années : son poids sur le besoin en fonds de roulement sur une base annuelle a été estimé à 5 000 K €.

Ces éléments ont été détaillés dans les notes aux états financiers consolidés, note sur la discontinuité de l'activité des disques durs.

2.1.1.2. Le poids de la restructuration des activités

Consécutivement au fort développement de la société au cours de ses dix dernières années, avec un mouvement fort de filialisation, la Direction de Dane-Elec Memory a engagé, dès **2009**, des mesures de rationalisation (fermeture de certaines filiales, réduction des structures). Ces mesures se sont avérées insuffisantes.

Le double constat d'un environnement confrontant la société à un effet « ciseau » entre le prix des composants en augmentation et la pression des prix de la grande distribution ainsi que le niveau des coûts internes se traduisant par une charge fixe devenue trop lourde, a amené Dane-Elec Memory en **2010** à élaborer un plan de retournement. Qualifié plan de « revitalisation », son objectif est de repositionner le groupe vers un développement pérenne et rentable de son activité historique.

Le groupe a ainsi procédé en **2010** à une revue stratégique complète de ses activités industrielles et commerciales. L'objectif est de revenir aux fondamentaux qui ont permis, en 25 ans, de faire de Dane-Elec Memory un acteur reconnu du marché mondial des produits électroniques :

- réactivité en négoce
- proximité des marchés
- efficacité dans la réponse aux clients et le support.

Il a été notamment décidé de revoir l'organisation et la mise en œuvre de l'activité en Europe. Ceci afin notamment de concentrer les ressources sur le développement commercial au niveau de chacune des régions et de piloter les opérations de support fonctionnel depuis la société holding en France. La même politique alliant rigueur de gestion et recentrage est appliquée à la filiale Intervalle qui reste un vecteur important de pénétration du marché français des TPE / PME via la distribution professionnelle de produits informatiques.

Cette réorganisation était en cours de premiers déploiements sur le deuxième semestre **2010**. La filiale au Danemark a été fermée, la filiale anglaise a été relocalisée, des réductions progressives d'effectifs opérés au sein de la filiale américaine et des départs de personnel n'ont pas été remplacés en France sur la holding.

Enfin, au cours du dernier trimestre consécutivement à l'arrêt de l'activité des disques durs classiques (voir plus haut), la décision a été prise de réduire les effectifs sur le site industriel d'assemblage et de conditionnement de Galway en Irlande.

Ces décisions se sont traduites pour l'ensemble du groupe par des coûts de départs et charges de restructuration de **1 281 K €**, pour l'essentiel par une provision dans les comptes de la filiale irlandaise au 31 décembre.

Conjointement, des actions de rationalisation de gamme et de resserrement du portefeuille produits ont été menées. Dane-Elec Memory se focalise dorénavant sur une gamme restreinte et compétitive de produits (cartes mémoires Flash, clés USB, barrettes mémoires Dram, baladeurs multimédia). Le catalogue des produits a été recentré sur les meilleures références. Le nombre de produits en stock a été fortement réduit (seulement **50%** des références), l'approvisionnement au fil de l'eau (« onDemand ») est désormais privilégié.

Ces actions se sont traduites par un impact de dépréciation de **1 789 K €** des stocks des activités du cœur de métier historique de Dane-Elec. Cet impact est pour l'essentiel un effet non-récurrent, bien plus important qu'il ne l'aurait été dans un contexte stabilisé de ces mêmes activités.

Enfin des coûts d'accompagnement significatifs ont été engagés sur la deuxième partie de l'année dans le cadre du soutien à la réflexion stratégique, d'étude et de mise en œuvre, pour plus de **500 K €**

Sur l'ensemble de l'année **2010**, les principaux éléments non récurrents ont donc pesé négativement sur le résultat opérationnel consolidé du groupe pour un montant de plus de **10 600 K €**

Au fur et à mesure de la mise en œuvre du plan de retournement, d'autres coûts seront engagés sur **2011** au sein des filiales étrangères. En France, des discussions ont été également engagées avec les partenaires sociaux début **2011** sur le projet de réorganisation.

En sus des éléments opérationnels cités ci-dessus, le résultat net du groupe à fin Décembre **2010** est affecté par la dépréciation de titres – d'un montant de **825 K €** - détenus au sein de EPOS, société de haute technologie, dans le domaine de l'écriture électronique et de ses débouchés.

Au total en **2010**, ce sont près de **11 500 K €** d'éléments non récurrents (dont la moitié représentée par l'activité discontinuée des disques durs) qui ont pénalisé le résultat net consolidé de Dane-Elec Memory.

2.1.2. Une forte diminution de la marge

La marge brute est de **11 916 K €** soit **7.6 %** du chiffre d'affaires. La marge brute publiée au 31 décembre **2009** est de **21 783 K €** soit **12.0 %** du chiffre d'affaires.

Pour assurer la comparabilité avec **2010**, un reclassement entre les frais généraux et le coût des ventes sans impact sur l'EBITDA de la période **2009** considérée a été opéré : la marge brute **2009** comparable à celle de **2010** est de **19 819 K €** soit **11 %** du chiffre d'affaires.

C'est donc une variation négative de la marge brute de **7 903 K €** entre **2009** à **2010**.

En **2010**, la marge brute a été durement pénalisée dans un contexte de pression continue entre des coûts d'approvisionnement plus élevés (notamment la hausse des prix des composants non répercutée à court terme sur les clients de la grande distribution) et un tassement progressif de la demande, sur tous les marchés.

L'apport important des ventes à plus forte valeur ajoutée (produits sous licence de marque notamment) n'a pu compenser cette tension constatée sur toutes les lignes de produits du groupe et sur tous les marchés.

Cette tension sur la marge a été particulièrement marquée sur la deuxième partie de l'année. En effet, après avoir été favorable de **833 K €** au premier semestre, l'effet volume est défavorable pour le groupe sur l'ensemble de l'année (- **2 468 K €**), et donc particulièrement négatif sur le deuxième semestre (impact de - **3 301 K €**).

L'effet mix / prix sur la marge est également défavorable sur l'année de **5 435 K €**, pour l'essentiel émanant du premier semestre (- **3 917 K €**).

La diminution de marge est principalement liée à l'Europe. Après une année **2008** marquée par la crise et un retournement de marché, la marge en Europe avait bénéficié en **2009** d'un marché normalisé et d'effets mix / prix favorables, notamment :

- Les prix de vente avaient pu tenir compte des hausses des prix d'achat sur les mémoires
- Cet effet positif s'était combiné à la hausse des prix de vente pour les disques durs après les importants efforts de tarifs consentis en **2008** pour pénétrer de nouveaux marchés
- Les efforts de réduction des coûts de production avaient renforcé cette bonification de marge.

En **2010**, les effets conjugués suivants ont durci la situation pour le groupe sur les marchés européens :

- une concurrence accrue avec des produits de gamme inférieure et de prix tirés à la baisse par les principaux clients de la distribution dans une configuration de « guerre des prix »
- le gain commercial de nouveaux clients qui a nécessité des investissements ponctuels
- des opérations de déstockage sur des références de produits mémoire en France afin de préparer notamment la commercialisation des nouvelles gammes du groupe. Ces opérations initiées sur le premier semestre ont dû se poursuivre pour affronter le lourd tassement de l'offre au deuxième semestre
- une moindre absorption des coûts directs du pôle industriel et logistique de Dane Elec qui regroupe les entités irlandaises et la filiale Ideapack, dédiée au conditionnement et à la logistique pour l'ensemble de l'Europe. Les efforts de rationalisation entamés avec notamment une première réduction des effectifs n'ont pas permis d'en compenser les impacts. Le seul écart de marge sur la filiale irlandaise est de près de - **1 443 K €** de **2009** à **2010**. Quant au centre logistique du groupe, Ideapack, il avait déjà été lourdement affecté dès **2008** par la perte de contrats de la filiale Intervalle avec Via Michelin et Palm, vecteurs d'une forte activité
- le poids aggravant de l'activité des disques durs (variation négative estimée de l'ordre de **1 500 K €** 5 points de variation par rapport à **2009**, voir plus haut).

En ce qui concerne l'activité outre atlantique, DE Corp avait subi en **2009** une érosion de ses marges dans un contexte de forte croissance sur les produits Intel, conjointement à des prises de parts de marché.

En **2010**, DE Corp parvient à maîtriser le niveau de marge nette sur l'année et même à l'améliorer à près de **6%**. Ceci a été rendu possible par la diversification progressive de son portefeuille clients et une croissance très significative des ventes sous licence.

Le taux de marge brute consolidée résiste sur l'année, soit **7.6 %** à fin Décembre contre **8.2 %** à fin Juin.

Ceci indique qu'après une forte baisse sur le troisième trimestre à **5 %**, la marge brute est donc sensiblement remontée à **9 %** sur le dernier trimestre **2010**. Ce sont les premiers résultats encourageants des actions entreprises par le groupe pour son repositionnement, notamment liés aux actions de fond suivantes :

- rationalisation des gammes de produits
- sélectivité en termes de produits et de marchés
- réactivité en planification et en approvisionnement.

2.1.3. Des dépenses d'exploitation relativement stables sur l'année

Le groupe n'anticipait pas d'évolution significative de sa structure avant **2011**.

La moyenne de l'effectif de fin de période passée de **275** personnes à **259** personnes de **2009** à **2010** cache de fortes disparités.

Illustrant un effet d'augmentation de la masse salariale avec la poursuite de l'effort du groupe en recherche et développement sur ses lignes de produits innovants (la ligne *myDitto*), la filiale basée en Israël montre en **2010** une moyenne d'effectif supérieure à **2009**.

La filiale DE CORP a légèrement accru son effectif – en moyenne annuelle de **4** personnes -, et la société holding a montré sur les six premiers mois de l'année une densité plus forte de son effectif d'encadrement – donc générant une masse salariale un peu plus forte - par rapport à **2009**.

Au total, sur le groupe, les effets des baisses d'effectif sur de nombreuses entités du groupe (Danemark, ...) sont donc compensés, avec une évolution générale limitée de la masse salariale de **2009** à **2010**.

Malgré les efforts déjà menés en **2009** sur les coûts de personnel, notamment par la fermeture de filiales européennes (Italie, Allemagne) et les réductions progressives opérées sur les activités de support, les coûts de structure du groupe présentent une relative stabilité sur les trois dernières années.

C'est la conjonction des actions prévues au plan de retournement initiée en **2010** qui doit permettre au groupe de repositionner les coûts de ses fonctions support et de les rendre plus variables.

2.1.4. Des dotations aux provisions traduisant l'exigence de l'appréciation des risques sur des marchés tendus

Les dotations aux amortissements et aux provisions constatées sont sensiblement supérieures à celles constatées en 2009, une variation négative de **3 114 K €**

Le détail de ces dotations sur la période se présente comme suit :

En K €	2010	2009
Amortissement Immobilisations corporelles	- 637	- 309
Dépréciation Clients	- 1 371	- 223
Dépréciation Stocks	- 1 726	1 260
Autres	- 997 (1)	-2345
Total Dotations aux amortissements et aux provisions	- 4 731	- 1 617

(1) Dont **570 K €** provision au titre de la garantie / SAV des disques durs classiques (activité discontinuée)

2.1.5. Une variation fortement négative des charges et produits opérationnels

Les autres produits et charges opérationnelles se présentent comme suit au 31 Décembre **2010** pour un total de **2 574 K €** soit une variation négative de **10 472 K €** par rapport au 31 décembre 2009 :

En K€	2010	2009
Charges de restructuration	-1 221	
Dépréciation des stocks disques durs	-1 712	
Crédit Impôt Recherche	138	344 (1)
Autres éléments	221	-533
Class action DRAM Etats-Unis 2009		8 087
Total Autres produits et charges opérationnelles	- 2 574	7 898

(1) Allocation en Impôts en 2009 (impact **344 K €**)

Cette variation est essentiellement liée à l'impact en **2009** de l'indemnisation obtenue par le groupe suite à la « class action DRAM » aux Etats-Unis.

Les charges de restructuration font partie des éléments d'impact non-récurrents, déjà mentionnés dans l'analyse du résultat opérationnel (paragraphe 2.1.1.2.).

L'EBITDA consolidé se positionne en perte à **14.3 M €** en 2010 à comparer avec une perte de **5.2M €** en 2009 et **8.2M €** en 2008 :

En M€	2010	2009	2008
Chiffre d'affaires	157.7	180.2	161.8
Marge brute (1)	12	19.8	15.6
% CA	7.6%	11%	9.6%
Marge nette	9	17.8	13.4
% CA	5.7%	9.9%	8.3%
Frais Généraux	(22.4)	(22.4)	(21.0)
Autres coûts	(0.9)	(0.5)	(0.7)
EBITDA	(14.3)	(5.2)	(8.2)

- (1) Pour assurer la comparabilité avec 2010, un reclassement entre les frais généraux et le coût des ventes sans impact sur l'EBITDA de la période 2009 considérée a été opéré : la marge brute 2009 (publiée à **21 783 K €** soit **12 %** du chiffre d'affaires) ainsi comparable à celle de 2010 est de **19 819 K €** soit **11 %** du chiffre d'affaires.

L'essentiel de la variation entre 2009 et 2010 provient de la baisse de marge déjà évoquée, relative au tassement du chiffre d'affaires et plus encore aux effets conjugués de mix / produits sur un marché européen très concurrentiel.

Après une amélioration constatée en 2009 de sa marge nette, le pôle Europe - reste structurellement négatif sur les trois dernières années – et a dû faire face à une érosion plus importante de ses marges en 2010, en particulier sur l'activité des disques durs classiques.

L'activité outre atlantique qui a connu un fort développement en 2009 et une baisse de rentabilité sur les deux dernières années a su conjuguer en 2010 une stabilité de son activité avec le retour de la profitabilité. Les ventes associées aux produits sous licence ont fortement contribué à cette performance.

2.2. Résultat financier et financement

2.2.1. Résultat financier

Le résultat financier du groupe se présente comme suit :

En K€	2010	2009
Coût de l'endettement financier	-335	-228
Autres produits et charges financières	-939	-392
Résultat financier	-1 274	-620

Les autres produits et charges sont essentiellement constitués de la dépréciation des titres détenus par le groupe au sein de la société EPOS, dans le domaine de l'écriture électronique, pour un montant de **825 K €**

2.2.2. Endettement net

L'endettement net est constitué principalement de concours bancaires courants et de dettes financières au niveau de la holding.

La situation au 31 Décembre 2010 se présente comme suit :

En K€	2010	2009
Comptes courants bancaires	4 338	6 615
Valeurs mobilières de placement	41	0
Total de la trésorerie active	4 379	6 615
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	19 838	18 230
Autres endettements	284	455
Total endettement	20 122	18 685
Total endettement net	- 15 743	-12 070

Le groupe dispose de deux lignes de découvert bancaires pour un total de **11.5 M €**. L'augmentation de l'endettement du groupe depuis le 31 décembre 2009, soit **3.7 M €**, est liée à la plus forte utilisation au 31 décembre 2010 de ces découverts bancaires par la holding pour **2.2 M €** et à un recours plus important auprès des établissements de crédit (**1.7 M €**).

La filiale américaine DE Corp a mis en place au premier semestre 2010 une ligne de crédit revolving dont l'objectif est de soutenir sa croissance, pour un montant de **4 M USD**. Au 31 Décembre 2010, elle en utilise un montant de **2.4 M USD**.

Un financement factor a été mis en place en France fin 2009. Il a fait l'objet d'extensions de mobilisation pour le compte des deux filiales de distribution du groupe en France durant l'été 2010. La dette au 31 Décembre 2010 s'élève à **2.9 M €**

Au 31 décembre 2010, les capitaux propres représentent **16.0 M €** et le ratio d'endettement net sur fonds propres est de **98 %**.

2.2.3. Une variation positive du besoin en fonds de roulement

La capacité d'autofinancement du groupe sur l'ensemble de l'année 2010 est négative à hauteur de **18.4 M €**. La variation du BFR est positive de **16.1 M €**.

En 2008, le groupe a été pénalisé par le pôle Europe fortement consommateur de trésorerie alors que les Etats-Unis affichaient un EBITDA à l'équilibre et une génération positive de trésorerie. En 2009 et sur la première partie de l'année 2010, le changement de fournisseur stratégique aux Etats-Unis a généré une forte consommation de trésorerie pour DE Corp avec la constitution de stocks pour le groupe. La « Class Action DRAM » dont l'indemnité a été obtenue fin 2009 a permis de partiellement compenser cette situation.

Afin de réduire sa structure financière, Dane-Elec Memory a concentré ses efforts au second semestre 2010 sur la réduction de son besoin en fonds de roulement.

2.2.3.1. Stocks

Portée par une fin d'année 2009 dynamique - chiffre d'affaires à plus de **180 M €** - et devant gérer sur le marché mondial des difficultés d'approvisionnement qui ont renchéri les achats de composants, le groupe a été confronté début 2010 à des niveaux très élevés de stockage, alors même que la demande se tassait.

En particulier aux Etats-Unis, le groupe a dû intégrer les conséquences du changement de fournisseurs qui a nécessité des approvisionnements plus en amont et des stocks en propre plus conséquents. Pour mieux sécuriser ses approvisionnements et asseoir son développement avec plus de réactivité, la filiale américaine a en effet décidé de porter elle-même un stock important, auparavant en consignation.

Au total, le groupe a ainsi été confronté à un niveau de stockage au plus haut historique dès le mois de Mars, alors même que les conditions de marché commençaient à se durcir sur tous les marchés.

Les stocks s'élevaient encore en Juin 2010 à **39 M €**. Une action particulière d'optimisation a donc été réalisée, couvrant notamment les domaines suivants :

- Une planification mieux maîtrisée
- Le lancement d'opérations de déstockage
- Des approvisionnements en flux tendus, en « back to back ».

Dans ce domaine des approvisionnements, le groupe a opéré un repositionnement stratégique consistant à sécuriser, en amont, la fourniture en matières premières (Wafer) directement auprès des fabricants.

Cette politique lui permet d'accroître progressivement les débouchés commerciaux potentiels (possibilité de vente OEM) ainsi qu'une plus grande flexibilité dans la gestion des stocks.

A fin Décembre, les stocks du groupe se présentent comme suit :

En K Euros	2010	2009	Variation
Stocks bruts	22 941	26 810	- 3 869
Dépréciation	7080	3 579	-3 501
Stocks nets	15 861	23 231	-7 370

Après être descendus à moins de **31 M €** à fin Septembre, le niveau des stocks bruts (avant dépréciations et provisions) a atteint **22.9 M €** à fin Décembre **2010** soit une diminution de près de **50 %** par rapport à son point haut de fin Mars **2010** à **44 M €**

Parallèlement à la maîtrise du niveau des stocks bruts, le groupe a mené une revue approfondie de valorisation de l'ensemble de ses références en stock. Cette action est partie prenante de la réflexion stratégique accomplie en **2010** pour repositionner ses activités et son modèle de commercialisation :

- Arrêt de l'activité des disques durs classiques
- Rationalisation de la gamme de produits : notamment, suppression de nombreuses références
- Evolution des activités d'assemblage et d'intégration en Irlande
- Ciblage de la dynamique commerciale, avec un ciblage produits / marchés région par région.

Ce travail s'est concrétisé par une augmentation significative de la dépréciation des stocks au 31 décembre 2010, d'un montant total de **3.5 M€** (dont **1.7M€** pour la seule activité des disques durs).

2.2.3.2. Clients

A fin Décembre, le poste Clients du groupe se présente comme suit :

En K Euros	2010	2009
Clients bruts	40 767	44 776
Dépréciation	-3 197	-1 885
Clients nets	37 570	42 892

Dane-Elec bénéficie d'un portefeuille clients de qualité. Initialisée fin 2009 sur sa principale filiale de distribution en France, le groupe a étendu la mobilisation de créances sur ses deux filiales de distribution françaises, durant l'été 2010.

En 2010, l'appréciation des risques dans l'environnement européen a été généralement marquée par de plus fortes tensions sur chacun des marchés du groupe. Même si le groupe a accéléré le recouvrement de ses créances, pratiquement dans toutes les régions, elle s'est concrétisée au 31 décembre par une dépréciation plus importante de créances.

Conjointement et considérant ce contexte plus exigeant, le groupe a mené à bien sa réflexion sur un nouveau programme d'assurance crédit. Ce nouveau programme est implanté au sein du groupe depuis le 1^{er} Janvier 2011 en Europe et depuis Mars 2011 dans la filiale outre atlantique qui couvre tous les marchés américains. Le groupe anticipe à la fois une capacité supplémentaire de couverture des risques quels que soient ses marchés, mais également un soutien sera plus important sur ses futurs débouchés commerciaux à l'international.

2.2.3.3. Fournisseurs

La dette auprès des fournisseurs se situe à fin 2010 à **20.3 M€**

Elle est liée aux approvisionnements importants qui ont été nécessaires pour supporter la réalisation du chiffre d'affaires.

En K€	2010	2009
Total Fournisseurs et comptes rattachés (nets)	20 340	19 928

2 .3. Résultat net

Le résultat net du groupe à fin Décembre se présente comme suit :

En K€	2010	2009
Résultat opérationnel	(19 898)	2 846
Résultat financier	(1 274)	(620)
Résultat net part du groupe	(21 147)	771

Le résultat net est directement en ligne avec la perte opérationnelle de **19 898 K€**.

Le résultat financier du groupe affiche une perte de **1 274 K€** dont les deux tiers proviennent de la dépréciation des titres de la société EPOS (voir paragraphe 2.2.1.).

II / Situation de la société mère DANE-ELEC MEMORY SA

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec Memory S.A. s'élève à 63 103 K€ à comparer à 75 775 K€ au titre de l'exercice 2009.
Le résultat net de l'exercice est de -20 736 K€ par rapport à 421 K€ l'année précédente.

En application de la loi LME (Loi sur la Modernisation de l'Economie), le tableau ci-dessous présente la décomposition, à la clôture de l'exercice du solde à l'égard des fournisseurs de la société Dane-Elec Memory.

En milliers d'euros	Solde	Echu	Non échu					Non affectable	Total
			< à 30 Jours	> à 30 jours et < ou = à 45 jours	> à 45 Jours et < ou = à 60 Jours	> à 60 Jours			
Fournisseurs groupe	1 634	(99)		1 733				1 733	
Fournisseurs France	785	515	208	60	2			271	
Fournisseurs Export	1 945	50	1 669	226				1 895	
Factures non parvenues	1 031						1 031	1 031	
Total 2010	5 396	466	1 877	2 020	2		1 031	4 930	
Fournisseurs groupe	3 030		3 030					3 030	
Fournisseurs France	614	302	274	37	1			312	
Fournisseurs Export	833	195	384	254				638	
Factures non parvenues	660						660	660	
Total 2009	5 137	497	3 688	291	1		660	4 640	

III / Situation des filiales

DANE-ELEC SA (France)

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec S.A. s'élève à **33 773 K €** à comparer à **36 688 K €** au titre de l'exercice 2009.
Le résultat net de l'exercice est de <1 621> K€ par rapport à <297 K€ > l'année précédente.

INTERVALLE SA (France)

Le chiffre d'affaires d'Intervalle s'élève à 9 060 K€ à comparer à 8 207 K€ au titre de l'exercice 2009.
Le résultat net de l'exercice est de <750> K€ par rapport à <370> K€ l'année précédente.

IDEAPACK SA (France)

Le chiffre d'affaires d'Ideapack, plateforme logistique européenne pour le groupe, s'élève à 1 221 K€ à comparer à 1 387 K€ au titre de 2009.

Le résultat net de l'exercice est de 7 K€ par rapport à 10K€ en 2009.

DANE-ELEC Corp. (Etats-Unis)

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec Corp. s'élève à 124 592 KUSD (94 092 K€) à comparer à 151 197 KUSD (108 801 K€) au titre de l'exercice 2009.

Le résultat net de l'exercice est de 135 K\$ (soit 102 K€) par rapport à 66 K\$ (soit 47 K€) l'année précédente.

DANE-ELEC Manufacturing (Irlande)

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec Manufacturing s'élève à 44 087 KUSD (soit 33 295 K€) à comparer à 40 801 KUSD (soit 29 360 K€) au titre de l'exercice 2009.

Le résultat net de l'exercice est de <3 657> K\$ (soit <2 762> K€) par rapport à 2 369 k\$ (soit 1 705 k€) l'année précédente.

DANE-ELEC Ltd. (Royaume-Uni)

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec Ltd. s'élève à 4 327 KGBP (5 046 K€) à comparer à 3 845 KGBP (4 317 K€) au titre de l'exercice 2009.

Le résultat net de l'exercice est de <873 KGBP> (soit <1 018 K€>) par rapport à <245 KGBP> (soit <275 K€>) l'année précédente.

DANE-ELEC Spain. (Espagne)

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec Spain s'élève à 8 659 K€ à comparer à 13 561 K€ en 2009.

Le résultat net de l'exercice est de <1 291 K€> par rapport à <209 K€> l'année précédente.

DANE-ELEC NV. (Belgique)

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec NV s'élève à 3 444 K€ par rapport à 4 427K€ au titre de l'exercice 2009.
Le résultat net de l'exercice est de <237 K€> par rapport à <202 K€> l'année précédente.

DANE-ELEC MEMORIES BV. (Pays-Bas)

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec Memories BV. s'élève à 4 974 K€ à comparer à 6 262 K€ au titre au titre de l'exercice 2009.
Le résultat net est de <588 K€> par rapport à <298K€> l'année précédente.

DANE-ELEC GmbH (Allemagne)

Cette société est en sommeil et n'a pas généré de chiffre d'affaires en 2009 et en 2010.
Le résultat net est de <107 K€> par rapport à <66 K€> l'année précédente.

DANE-ELEC DK ApS (Danemark)

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec DK ApS s'élève à 5 817 KDKK (soit 781 K€) à comparer à 17 568 KDKK (soit 2 359 K€) au titre de l'exercice 2009.
Le résultat net est de <1 380 KDKK> (soit <185 K€>) par rapport à <2 666 KDKK> (soit <358 K€>) l'année précédente.

DANE-ELEC ITALIA. (Italie)

Cette société est en sommeil et n'a pas généré de chiffre d'affaires en 2009 et en 2010.
Le résultat net est de <32 K€> par rapport à <202 K€> l'année précédente.

Dane Elec ISRAËL (Israël)

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec Israël s'élève à 8 848KILS (soit 1 789 K€) à comparer à 5 394 KILS (soit 988 K€) au titre de l'exercice 2009.
Le résultat net est de <127 KILS> (soit <26 K€>) par rapport à <3 659 KILS> soit <670 K€> l'année précédente.

DANE-ELEC MEMORY ASIA LIMITED (Hong Kong)

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec Asia Limited est de 62 KUSD (soit 47 K€) à comparer à 2 971 KUSD (soit 2 138 K€) au titre de l'exercice 2009.
Le résultat net s'élève à <138> KUSD (soit <104> K€) par rapport à 233 KUSD (soit 168 K€) l'année précédente.

DANE-ELEC MEMORY TAIWAN COMPANY

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec Memory Taiwan Company s'élève à 7 478 KUSD (soit 5 647 K€) à comparer à 17 774 KUSD (soit 12 790 K€) au titre de l'exercice 2009.
Le résultat net est de <166> KUSD (soit <125> K€) par rapport à 330 KUSD (soit 238 K€) l'année précédente.

DANE-ELEC MEMORY CHINA COMPANY LIMITED

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec China Company Limited s'élève à 307 KCNY (soit 34 K€) à comparer à 288 KCNY (soit 30 K€) au titre de l'exercice 2009.
Le résultat net de l'exercice est de 1 148 KCNY (soit 128 K€) par rapport à <1 146> KCNY (soit 121 K€) l'année précédente.

DANE-ELEC DEVELOPPEMENT SARL (France)

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec Développement s'élève à 357 K€, à comparer à 475 K€ au titre au titre de l'exercice 2009.
Le résultat net de l'exercice est de 0 K€ comme l'année précédente.

INTERNET COMMERCE NETWORK SARL (France)

La société ICN a été mise en sommeil au cours de l'exercice **2001**. Il ne reste aucun salarié depuis le 1 janvier **2002** et les charges comptabilisées se limitent à des frais résiduels de fin de contrat, le résultat s'élève à <1 K€> à fin **2010**.

DANE-ELEC MIDDLE EAST FZE - DUBAI

Le chiffre d'affaires de Dane-Elec Middle East FZE s'élève à 1 174 KAED (soit 241 K€) à comparer à 3 975 KAED (soit 778 K€) au titre de l'exercice 2009.
Le résultat net de l'exercice est de <467> KAED (soit <96 K€) par rapport à <232> KAED (soit <45 K€>) l'année précédente.

IV / Activité de Recherche et Développement

Le groupe poursuit ses efforts en matière de recherche et développement afin de poursuivre sa stratégie de différenciation par la commercialisation de produits innovants. Dane-Elec Memory a augmenté les ressources allouées aux activités de Recherche et Développement, en France, en Israël et en Chine. En **2010**, les dépenses de R&D ont atteint **1.3 M €** et sont, en continuité de méthode, comptabilisées en totalité en charges de l'exercice.

Ces efforts ont notamment permis à Dane-Elec Memory la présentation en janvier **2010**, à l'occasion du CES de Las Vegas (Etats-Unis), de sa nouvelle offre baptisée *myDitto*.

Avant même sa commercialisation Dane-Elec Memory a reçu une nomination aux « CES Innovations Awards » pour cette nouvelle offre.

V / Résultats

Le résultat comptable de l'exercice, soit une perte de **21 147 K €**, sera affecté au compte de report à nouveau.

VI / Dépenses non déductibles

Nous vous demandons également de bien vouloir approuver un montant global de **63 367 €** comptabilisé en amortissements excédentaires (article 39-4 du Code Général des Impôts) et autres amortissements non déductibles pour la détermination du résultat fiscal.

VII / Risques environnementaux

Compte tenu de son activité, le Groupe n'est pas particulièrement exposé aux risques industriels et environnementaux. L'unité industrielle à Galway en Irlande est certifiée « Green » afin d'assurer les garanties écologiques aux grands groupes tel que Sony pour qui ce label est une condition indispensable avant de nouer des relations commerciales.

VIII / Principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée

Risque de change

Le groupe est exposé aux risques de change, la grande majorité de ses fournisseurs stratégiques devant être payés en dollars américains.

Afin de réduire son exposition aux risques de fluctuation des cours de change, la société a mis en place une planification rigoureuse de ses achats, en particulier auprès de ces fournisseurs. Elle procède à des couvertures par des achats comptants.

Sur 2010, elle n'a pas procédé à des couvertures d'achats de devises à terme.

Le groupe s'inscrit dans une perspective qui doit lui permettre de procéder dès **2011** à des achats de devises à terme, dans un contexte de planification certaine pour des livraisons certaines.

En effet, la société s'interdit d'exploiter ses positions de change à des fins spéculatives. Les achats de devises sont négociés auprès d'établissements de premier plan.

Risque de taux

Les lignes bancaires du Groupe sont de nature court terme "revolving" rémunérées à des taux variables à partir des bases Eonia et Euribor.

Risque Fournisseur

Concernant Intervalle, la filiale des Produits nomades (5% du chiffre d'affaires du Groupe), deux des fournisseurs historiques ont stoppé leur activité en **2009** engendrant une baisse de chiffre d'affaires de plus de 40%. La politique mise en œuvre par Intervalle visant à enrichir et à compléter ses gammes de produits existantes va se poursuivre, Intervalle devrait ainsi profiter de la signature de nouvelles références, comme le fabricant Dell.

Concernant le groupe, les fournisseurs stratégiques sont pour l'essentiel des fournisseurs asiatiques. Dane-Elec reste ainsi vigilant par rapport à la situation du Japon et ses répercussions sur le secteur de l'électronique grand public. Le Groupe n'a pas, à ce jour, constaté de perturbations importantes dans ses approvisionnements.

Risque client

Le groupe bénéficie d'une clientèle de grandes enseignes et réseaux de la distribution internationale. Trois clients représentent en **2010** un tiers du chiffre d'affaires du groupe, et les deux tiers de l'activité sont réalisés sur vingt clients. En **2008**, les vingt premiers clients représentaient près **48 %** du chiffre d'affaires, près de **55 %** en **2009**.

La politique du Groupe est d'assurer toutes ses créances systématiquement auprès d'une compagnie d'assurance crédit.

Risque prix et stock

Le risque prix, que ce soit sur l'achat des composants nécessaires à la production, ou sur le prix de vente des produits finis, est composé de deux éléments :

- un risque de change, sur les achats de composants et les ventes de produits qui se font en dollars,
- un risque de variation des prix des composants.

Le Groupe se couvre contre le risque de change en dollars à l'achat (Voir paragraphe ci-dessous sur la structure financière).

Du fait d'une constante innovation technologique et de produits dont le cycle de vie parvient rapidement à maturité, la tendance des prix sur les produits mémoires est située à la baisse. Toutefois, des produits plus performants sont sans cesse lancés dans lesquels nos produits, mémoires Flash notamment, peuvent être intégrés permettant ainsi un maintien des positions commerciales. Mais les prix peuvent aussi être fortement impactés par la demande d'acteurs internationaux spécifiques, induisant une situation de pénurie d'approvisionnement.

Lors de chaque changement de génération de puces mémoires, la volatilité intrinsèque du marché peut induire, pendant une période plus ou moins longue, de fortes variations de prix.

Le facteur de risque le plus important pour le Groupe reste de devoir affronter une situation de sur-stockage pendant une période de baisse brutale des prix. Afin de minimiser les risques liés à la dépréciation de ses stocks, le Groupe Dane- Elec a mis en place des accords de consignation de marchandises auprès de certains gros fournisseurs, et des systèmes de protection de prix destinés à réduire les risques liés à une trop forte volatilité des prix (en place en France, aux USA et en Irlande). Par ailleurs, le Groupe Dane- Elec s'attache toujours à assurer une rotation rapide de ses stocks et à optimiser au mieux la gestion de ses approvisionnements.

Risque informatique

La croissance rapide du groupe a conduit à des développements successifs et spécifiques du système d'information dans les domaines comptables, gestion des achats et des stocks, et de la gestion commerciale. Ces mutations ont été suivies par des équipes dédiées en interne sur une plateforme unique utilisée par l'ensemble des sociétés du Groupe. Ce système dispose d'une sécurité des données jugée satisfaisante par le Groupe mais ne saurait constituer une totale garantie contre une éventuelle défaillance. Une défaillance importante de ce système informatique pourrait avoir des conséquences sur les résultats et la situation financière du Groupe. La portée d'un tel incident est limitée par le suivi d'une procédure de sauvegarde structurée.

L'orientation du Groupe en faveur des logiciels professionnels communs et uniformes, facilement répliquables à l'international, permet à la fois d'optimiser le service rendu aux clients du groupe, d'identifier de façon précise les sources de gains de productivité latente et d'intégrer rapidement tout nouveau site dans le schéma informatique.

Risque lié à la structure financière

Les lignes de découvert au bénéfice de la société holding DEM s'élèvent à **11,5 M €**

Le groupe a mis en place un financement factor sur ses filiales françaises (l'engagement au 31 Décembre s'élève à **2.9 M €**).

Le groupe a également négocié au cours de l'année **2010** une ligne de crédit supplémentaire pour sa filiale DE Corp d'un montant de **4 M USD** auprès d'une banque locale.

A fin décembre **2010**, les disponibilités sont de **4.4 M €** contre **6.6 M €** l'an passé. Les fonds propres s'élèvent à **16 M €**

Tout au long de l'année 2010, le groupe Dane-Elec a pu constater combien le soutien de ses partenaires de tous ordres et de ses fournisseurs est fort. Les partenaires financiers ont également maintenu leur soutien. Avec ces derniers, les négociations engagées en **2010** se poursuivent en vue de finaliser les nouvelles modalités d'accompagnement de Dane-Elec Memory à court et moyen terme. Le Groupe informera le marché de l'issue des discussions.

Risque industriel

Les risques industriels sont limités et bien circonscrits : le risque d'incendie est maîtrisé sur toutes les usines par des dispositifs de détection incendie (et d'intrusion) complétés par un gardiennage pendant les périodes d'inactivité (week-ends, nuits).

Les risques de pollution sont très faibles dans les métiers de Dane-Elec Memory. Le traitement des effluents n'est pas un problème qui se pose sur les sites de production. L'exercice des métiers de Dane-Elec Memory n'est soumis à aucune réglementation spécifique.

D'une manière générale, l'ensemble des risques industriels y compris le risque de perte d'exploitation fait l'objet d'assurances en conformité avec les usages de la profession.

Il est rappelé que dans sa réflexion stratégique menée en 2010, le Groupe a décidé de réduire très fortement les effectifs de son site irlandais, principal site industriel du groupe,

La gestion des assurances est centralisée au niveau du siège en vue d'une optimisation en matière de couverture et de coût de l'ensemble des risques identifiés.

Risques liés à l'incapacité de la Société à gérer son développement, sa croissance et sa mutation

Les produits commercialisés par le groupe sont des accessoires d'autres produits à cycle de vie court et l'avancée technologique est en constante mutation. Ceci engendre une pression significative sur le fonctionnement, les ressources et la gestion du groupe nécessitant souplesse, flexibilité, appréhension des marchés et maîtrise des fondamentaux : stocks, produits et relations commerciales.

Les résultats futurs de la Société, sa capacité à offrir ses services et à mettre en œuvre son plan de développement vont dépendre en partie de la capacité de ses dirigeants et de son personnel clé à mettre en place et perfectionner ses systèmes de contrôle financier, opérationnel et de gestion, ainsi qu'à recruter, former et diriger un personnel compétent, tout en gardant sa flexibilité en matière de maîtrise de coûts. Si la Société ne parvient pas à gérer efficacement sa croissance ou mutation, sa santé financière et ses résultats d'exploitation pourraient en être affectés.

Risques liés au personnel, à l'équipe dirigeante et aux hommes clés de la Société

L'expansion et le succès du groupe vont dépendre de sa capacité à recruter, former, encadrer et motiver son personnel à venir. Les principaux dirigeants de la Société, qui ont une expérience unique de son activité, jouent un rôle essentiel dans son développement.

La Société n'a pas contracté de police d'assurance couvrant la perte d'hommes clés. Si des événements surviennent et qui induisent des difficultés dans son recrutement pour attirer et fidéliser un personnel qualifié, son activité, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et ses perspectives pourraient en être affectés.

IX / Informations complémentaires

A) En application de l'article L.233-6 du Code de commerce, nous vous précisons que :

- 1) Aucune modification n'a été apportée, durant l'exercice, au mode de présentation des comptes et aux méthodes d'évaluation à l'exception de l'adoption des nouvelles normes et interprétations d'application obligatoire pour le groupe (Cf. "3. Principes comptable" des notes aux Etats Financiers Consolidés).
- 2) Les sociétés contrôlées sont les suivantes :
 - DANE-ELEC S.A., à raison de 105.494 actions, soit 99,99% du capital social,
 - DANE-ELEC Développement SARL, à raison de 498 parts sociales, soit 99,60% du capital social,

- INTERVALLE S.A., à raison de 4.953.008 actions, soit 99,85% du capital social,
 - Internet Commerce Network - ICN SARL à raison de 1 750 parts sociales, soit 70% du capital social,
 - IDEAPACK, SAS, à raison de 100% du capital social
 - SCI Dane, à raison de 20 parts sociales, soit 10% du capital social,
 - SCI Dane 2, à raison de 10% du capital social,
 - DANE-ELEC Limited, à raison de 99,80% du capital social,
 - DANE-ELEC Belgique, à raison de 99,84% du capital social,
 - DANE-ELEC GmbH, à raison de 96% du capital social,
 - DANE MEMORIES B.V., à raison de 99,99% du capital social,
 - DANE-ELEC Israël, à raison de 98% du capital social,
 - DANE-ELEC DK ApS, à raison de 99% du capital social,
 - DANE-ELEC Corp., à raison de 100% du capital social,
 - DANE ELEC Manufacturing, à raison de 99,80% du capital social.
 - Dane Elec Italia, à raison de 100% du capital social,
 - Dane Elec Memory Asia Limited., à raison de 100% du capital social,
 - Skilltech Limited, à raison de 100% du capital social,
 - Dane-Elec Memory Taiwan Company, à raison de 100% du capital social,
 - Dane-Elec Memory China Company Limited, à raison de 100% du capital social,
 - Dane-Elec Spain, à hauteur de 97 % du capital social,
 - Dane-Elec Middle East FZE, à hauteur de 100% du capital social.
- 4) En application de l'article L.233-13 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après les participations supérieures au vingtième, au dixième, au cinquième, au tiers ou à la moitié du capital de notre société :
- Financière DH SARL détient plus du cinquième du capital social,
 - Financière NB SARL détient plus du cinquième du capital social,
 - Monsieur Nessim Bodokh détient plus du dixième du capital social,
 - Monsieur David Haccoun détient plus du dixième du capital social,
- 5) En application de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, nous vous rappelons qu'au cours des trois exercices précédents, il n'a été mis en distribution aucun dividende.

B) En application de l'article L.225-102.1 du Code de commerce, nous vous précisons que

- 1) La rémunération totale et les avantages de toute nature versés durant l'exercice par la Société à Monsieur David Haccoun, Président Directeur Général, s'élève à **322 266 €** dont avantage en nature de **16 510 €**
- La rémunération totale et les avantages de toute nature versés durant l'exercice par la Société à Monsieur Nessim Bodokh, Directeur Général délégué s'élève à **322 510 €** dont avantage en nature de **16 510 €**.

A cette rémunération vient s'ajouter un salaire brut annuel par personne de **120 000 USD** versé par la filiale DE Corp, sans versement de part variable.

Par ailleurs, les dirigeants bénéficient d'une retraite complémentaire au titre l'article 83 du Code Général des Impôts avec versement sous forme de rente viagère d'un montant annuel de **33 235 € (16 617, 50 €)** par personne).

- 2) La liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés par les mandataires sociaux restera annexée au présent rapport.
- 3) En application de l'article L.225-39 du Code de commerce, la liste et l'objet des conventions conclues par la Société à des conditions normales ont été communiqués par le Président du Conseil d'administration aux membres du Conseil et aux Commissaires aux comptes. Cette liste est tenue à la disposition des actionnaires au siège social.
- 4) En application de l'article D 148 alinéa 2, nous vous informons que la direction générale de la société est exercée par le Président du Conseil d'administration.
- 5) En application des dispositions de l'article L.225-102-1 alinéa 4, les informations visées audits articles figurent en annexe 1.
- 6) En application des dispositions des articles L.225-177 à L.225-186, restera annexé (annexe 2) au présent rapport, un rapport spécial contenant les informations visées audits articles.

En application des dispositions de l'article L. 225-37 alinéa 6 du Code de Commerce, nous vous précisons que le rapport complémentaire du Président sur les conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que des procédures de contrôle interne est joint en annexe (annexe 3).

XI / Perspectives du groupe

La montée en puissance très significative des ventes du groupe Dane-Elec Memory en conformité avec sa stratégie de différenciation (licences, accroissement de la valeur d'usage par l'innovation) et la maîtrise pérenne de ses frais de structure sont les garants du développement rentable du groupe pour les trois prochaines années.

En **2011**, Dane-Elec Memory va poursuivre sa politique de différenciation et de montée en gamme pour accroître la valeur ajoutée générée par ses produits. Le groupe retrouve aussi plus de réactivité commerciale au plus près des marchés soit directement soit par l'intermédiaire de distributeurs. La sélection plus rigoureuse des cibles commerciales va faciliter les nouveaux débouchés, en Europe comme sur le continent américain.

En parallèle, le groupe maintient ses efforts de Recherche et Développement et de Marketing pour sa solution *myDitto*. Il est envisagé de filialiser cette activité innovante afin de lui donner plus d'autonomie et de moyens pour accélérer son développement. Dane-Elec a aussi relancé son stylo numérique (*zPen*) avec un positionnement auprès des enfants et une campagne marketing adaptée.

Ce plan commercial s'accompagne d'une série de mesures énergiques et nécessaires afin d'adapter durablement la structure de coûts de Dane-Elec Memory à son niveau d'activité normatif.

Grâce à la mobilisation de l'ensemble des forces vives du Groupe durant la revue stratégique réalisée au second semestre 2010, Dane-Elec Memory table désormais sur une exécution rapide de son plan de revitalisation.

L'organisation du Groupe va être profondément revue : plus simple et plus efficace. A titre d'exemple, l'activité en Europe sera désormais pilotée depuis la France (sourcing, facturation, etc.), les implantations locales (Espagne, Pays-Bas, Royaume-Uni, etc.) se concentrant sur le développement commercial. Certains marchés au potentiel de développement jugé insuffisant (Israël, Dubaï, Amérique du Sud hors Brésil) sont abandonnés.

Cette nouvelle organisation, en cours de déploiement, va donner lieu à une très forte baisse des besoins de Dane-Elec Memory en termes de ressources humaines. Des réductions d'effectifs ont déjà eu lieu dans certaines filiales du Groupe à l'étranger et la Direction a engagé des discussions avec les partenaires sociaux sur son projet de réorganisation en France.

A l'issue du plan de revitalisation, l'effectif global du Groupe pourrait être ramené à **environ 150** collaborateurs contre **263** au 30 juin **2010** et **233** au 31 décembre **2010** (moyenne annuelle sur **2010** à **259** personnes / Rappel Décembre **2009** : **265** personnes, moyenne annuelle sur **2009** à **275** personnes).

Sur la base du nouveau périmètre d'activité, le Groupe table sur un chiffre d'affaires de l'ordre de **130 M €** (hors redevances spécifiques) en **2011**. Compte tenu des mesures engagées, Dane-Elec Memory a pour ambition d'atteindre dès l'été **2011** l'équilibre opérationnel mensuel, hors éléments exceptionnels (la restructuration va continuer en effet à générer des coûts en **2011**, en complément de ceux qui ont pu être constatés fin **2010**, et notamment sur les activités en France).

Selon les prévisions présentées à ses partenaires financiers, le Groupe devrait redevenir bénéficiaire sur le cœur de son activité dès le second semestre.

Dans le prolongement de cette dynamique, Dane-Elec Memory doit pouvoir associer **dès 2012** croissance du chiffre d'affaires et rentabilité sur l'ensemble de l'année.

Les fonds propres sont importants. La situation de trésorerie est maîtrisée et assise sur un processus de planification interne durable. Les besoins en financement à court terme et les coûts de restructuration seront essentiellement couverts par l'impact positif de la forte réduction du besoin en fonds de roulement. A titre d'exemple, l'objectif est de ramener le niveau normatif de stock à **30** jours de chiffre d'affaires. Dane-Elec Memory n'a pas de besoins identifiés de financement additionnel à court terme.

Tout au long de l'année 2010, le groupe Dane-Elec a pu constater combien le soutien de ses partenaires de tous ordres et de ses fournisseurs est fort ce qui est un aussi vecteur essentiel de son activité.

Les partenaires financiers ont également maintenu leur soutien. Les négociations engagées en **2010** se poursuivent en vue de finaliser les nouvelles modalités d'accompagnement de Dane-Elec Memory à court et moyen terme. Le Groupe informera le marché de l'issue des discussions.

XII / Evénements importants survenus depuis la clôture

Conjointement à sa réflexion stratégique et l'élaboration de son plan de retournement, Le Groupe a poursuivi courant 2010 ses discussions avec ses partenaires financiers afin de pérenniser les moyens de financement de ses opérations et de son développement.

Le Groupe considère que ces négociations devraient aboutir et a, en conséquence, préparé ses états financiers 2010 sous le principe de continuité de l'exploitation.

Il n'est pas possible aujourd'hui d'anticiper l'éventuel impact des événements récents survenus au Japon, producteur majeur sur le marché mondial des semi conducteurs, sur les approvisionnements du groupe.

Le groupe met en œuvre depuis le 1^{er} Janvier **2011** les différents axes de son plan de retournement qualifié fin **2010**, en particulier :

- Réduction significative de l'effectif intervenue en Irlande sur le site industriel du groupe d'assemblage et d'intégration des disques durs classiques, activité discontinuée fin **2010** (l'effectif à fin Mars **2011** est de **23** personnes contre **60** personnes à fin Décembre **2010**)
- Réduction d'effectif également intervenue chez Dane-Elec Corporation (**3** personnes) ainsi que chez Intervalle (**3** personnes)
- Réorganisation en cours de mise en œuvre sur le premier semestre **2011** au sein de toutes les entités filiales en Europe, concentrant les forces commerciales et recentrant les activités de « back-office » en France, de pair avec la restructuration juridique et la mise en place de la facturation directe depuis la société holding
- Discussions engagées avec les partenaires sociaux sur le projet de réorganisation en France
- Restructuration de l'activité logistique.

Le travail sur les processus au sein du groupe afin de soutenir les changements profonds du modèle d'activité sont également en cours (facturation directe, planification et contrôle de gestion,.....).

Tableau des résultats et autres éléments caractéristiques de la société au cours des cinq derniers exercices.

NATURE DES INDICATIONS	2006	2007	2008	2009	2010
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	8 076 827	8 178 970	8 179 019	8 179 019	8 179 019
Nombre d'actions ordinaires	25 240 083	25 559 283	25 559 433	25 559 433	25 559 433
Operations et résultats de l'exercice					
CAHT	125 171 891	118 353 362	95 877 516	75 774 830	63 102 772
Résultat avant impôts, participation et DAP	1 391 856	2 730 487	-255 607	1 868 519	-9 225 236
Impôt sur les bénéfices	-326 280	-318 569	2 737 002	354 671	138 405
Résultat après impôts, participation et DAP	1 199 257	91 393	-4 835 682	420 992	-21 306 190
Dividende versé	0	0	0	0	0
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation mais avant DAP	0,04	0,09	0,10	0,09	-0.36
Résultat après impôts, participation et DAP	0,05	0	-0,19	0,02	-0.81
Dividende attribué à chaque action	0	0	0	0	0
Personnel					
Effectif moyen	31	34	36	39	40
Montant de la masse salariale	2 239 784	2 217 072	2 461 082	2 057 577	2 228 159
Charges sociales	951 191	919 084	1 062 416	927 490	992 745

ANNEXE I

Informations communiquées en application de l'article L.225-102-1, alinéa 4 du code du commerce.

Moyenne des effectifs en France

La moyenne des effectifs est passée de **104** salariés en **2009** à **97** salariés en **2010**.

La moyenne des intérimaires s'établit à **5,30** en équivalent temps plein en **2010**, contre **6,59** en **2009**.

Cette baisse s'explique notamment par la situation d'Idéapack, dont le taux d'utilisation est passé de **5,50** en **2009** à **3,05** en **2010**, principalement en raison de la suppression de la plupart des postes de production en milieu d'année.

La tendance est inversement à la hausse chez Dane-Elec Memory, qui est passée à un effectif moyen de **1,81** en **2010** contre **0,74** en **2009**, essentiellement en raison de la réorganisation du Service Financier.

Effectifs

Au 31 décembre **2010**, les effectifs France s'établissent à **86** salariés contre **101** salariés à fin 2009.

Les mouvements de personnel font apparaître pour **2010** un total de **22** arrivées pour **37** départs.

Les effectifs en France, en pourcentage des effectifs groupe, représentent en moyenne **37%** pour l'année **2010** (sur un effectif groupe moyen de **259** personnes en 2010), ce qui est équivalent au pourcentage des effectifs de **2009** qui était de **38%**.

La répartition entre les contrats à durée déterminée, les Apprentis et les Contrats de professionnalisation figure en annexe 1.1.a.

La répartition des salariés par sexe et qualification figure en annexe 1.1.b.

La masse salariale (hors charges sociales) s'établit à :

SOCIETES	2010	2009
DANE ELEC MEMORY SA	2 216 144 Euros	2 012 064 Euros
DANE ELEC SA	672 354 Euros	813 487 Euros
INTERVALLE SA	469 278 Euros	491 109 Euros
DANE ELEC DEVELOPPEMENT SARL	133 389 Euros	159 850 Euros
IDEAPACK SAS	548 196 Euros	507 035 Euros
TOTAL	4 039 361 Euros	3 983 545 Euros

Même si globalement les effectifs ont baissé en moyenne sur **2010** (sauf sur Idéapack où l'on dénombre 1 personne en plus en moyenne sur l'année, et sur Dane-Elec Memory dont l'effectif moyen est resté stable), l'impact de cette diminution d'effectif n'a eu que peu d'effet sur le total des rémunérations versées puisque nous enregistrons pour **2010** une légère augmentation des salaires par rapport à **2009**. Plusieurs facteurs expliquent cette situation :

- Sur Dane-Elec Memory, la plupart des recrutements réalisés, suite aux départs de salariés, ont vu les salaires des postes concernés être significativement revalorisés
- Toujours sur Dane-Elec Memory, où le montant des primes sur objectif versées aux salariés à presque triplé par rapport à **2009**.

Charges sociales

a) **16%** (contre **8%** en 2009) des salaires de Dane-Elec SA et **11%** (contre **8%** en 2009) des salaires d'Intervalle sont versés au titre d'un variable. Par voie de conséquence, le pourcentage de charges calculé sur ces variables diminue les allègements accordés et augmente les cotisations.

b) Les salaires sont révisés selon les règles conventionnelles (convention collective N°3044 du commerce de gros et N°3066 de la Plasturgie).

Les sociétés françaises ont conservé un horaire de temps de travail collectif de **39** heures en 2010 et, selon les règles conventionnelles, les collaborateurs bénéficient en conséquence :

- Pour les salariés non cadres au forfait dépendant de la convention collective N°3044 du commerce de gros, de jours de repos (jours de bonification) correspondant à **25 %** des heures accomplies entre la 36^{ème} et la 39^{ème} heure travaillée (soit 6 jours dans l'année)
- Pour les salariés non cadres au forfait dépendant de la convention collective N°3066 de la Plasturgie, d'une majoration de salaire correspondant à **25 %** des heures accomplies entre la 36^{ème} et la 39^{ème} heure travaillée
- Pour les salariés cadres relevant du forfait annuel en jours, le forfait établi par les 2 conventions collectives est de 215 jours par an.

Les sociétés françaises bénéficient de contrats de santé, de prévoyance et de chèques déjeuners.

c) Des actions de formation ont été organisées en 2010. Elles ont été consacrées essentiellement à des mises à niveau CACES ainsi que sur EXCEL.

d) Les sociétés françaises font appel pour le recrutement de leurs salariés à des organismes spécialisés (cabinets de recrutement, chasseurs de tête, sociétés d'Intérim, etc.) ou font elles-mêmes le recrutement par voie d'annonce ou cooptation. Elles sollicitent également les salariés pour des promotions internes.

e) La société est qualifiée ISO 9001 : 2008

Des communiqués et des revues de presse sont régulièrement diffusés afin d'informer les salariés sur les activités et sur l'évolution du groupe.

ANNEXE I .1

Annexe I.1.a

Répartition entre contrats à durée déterminée, d'apprentissage et contrats de qualification

Moyenne 2010

	CDD	APPRENTIS	CONTRATS DE PROFESSIONALISATION
DANE ELEC MEMORY	2,96	1,01	0
DANE ELEC SA	0	0	1,26
INTERVALLE	0,09	0	0
DANE ELEC DEVELOPPEMENT	0,03	0	0
IDEAPACK	2,36	0	0

Moyenne 2009

	CDD	APPRENTIS	CONTRATS DE PROFESSIONALISATION
DANE ELEC MEMORY	1,13	2,62	1,28
DANE ELEC SA	0,09	–	2,78
INTERVALLE	0,09	–	2,84
DANE ELEC DEVELOPPEMENT	–	–	–
IDEAPACK	0,17	–	–

Annexe I.1.b

Répartition des salariés France par sexe et qualification

Moyenne 2010

	H	F	TOTAL
CADRES	28	11	39
NON CADRES	25	33	58
TOTAL	53	44	97

Moyenne 2009

	H	F	TOTAL
CADRES	30	11	41
NON CADRES	28	35	63
TOTAL	58	46	104

ANNEXE II

■ Informations communiquées en application des articles L.225-177 à L.225-186

Il n'y a plus de plan de stock options en cours à fin 2010.

■ Informations communiquées en application des articles L.225-208 et L.225-209

	Actions propres
Nombre d'actions au 31 12 09	1 020 156
Nombre d'actions achetées en 2010	0
Nombre d'actions vendues en 2010	0
Cours moyen des achats	-
Cours moyen des ventes	-
Nombre d'actions au 31 12 10	1 020 156
Valeur brute au 31 12 10	2 189 340
Valeur nette au 31 12 10	795 722

■ Informations communiquées en application des articles L. 225-100

La société Dane-Elec Memory a procédé à une émission d'actions à bons de souscription d'actions remboursables (ABSAR) le 14 juin 2006. Un total de 2 019 006 ABSAR a été émis à un prix unitaire de 3.95. Les bons de souscription d'actions remboursables (BSAR) peuvent être exercés à tout moment jusqu'au 11 juillet 2013 inclus. Deux BSAR donnent droit de recevoir une action nouvelle au prix d'exercice de 5,13 €.

Nombre de BSAR émis	2 019 006
Nombre de BSAR exercés en 2006	240
Nombre de BSAR exercés en 2007	60
Nombre de BSAR exercés en 2008	0
Nombre de BSAR exercés en 2009	0
Nombre de BSAR exercés en 2010	0
Nombre de BSAR restant	2 018 706

2 018 706 BSAR, instruments de capitaux propres, restent en circulation. Ils donnent droit à leurs détenteurs de souscrire 1 009 353 actions nouvelles.

■ Informations communiquées en application des articles L.225-209 du Code de Commerce (juridique)

Conformément à l'article L.225-209 du code de Commerce, l'Assemblée Générale a, le 28 Avril **2010**, délégué au Conseil d'administration, la faculté de procéder à une augmentation de capital.

Au cours de l'exercice clos au 31 décembre **2010**, aucune augmentation du capital n'a été effectuée.

ANNEXE III

Rapport du Président du Conseil d'Administration sur le contrôle interne

Conformément aux dispositions de l'article 225-37 du Code de commerce, le présent rapport a été établi par le Monsieur Haccoun en sa qualité de Président du Conseil d'Administration de la société DANE –ELEC MEMORY.

Il a pour objet de rendre compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'Administration ainsi que des procédures de contrôle interne mises en place. En outre, le présent rapport précise également les limitations apportées par le Conseil d'Administration aux pouvoirs du directeur général de la société, Monsieur David Haccoun.

Le présent rapport a été présenté puis approuvé devant le Conseil d'Administration de la société qui s'est tenu le 28 avril 2011.

CONDITIONS DE PRÉPARATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL

A- Généralités

Le Conseil d'Administration est composé de quatre membres, dont les deux dirigeants / fondateurs, de nationalité françaises, âgés de 52 ans et leurs épouses. Il n'y a pas d'administrateur indépendant. Ayant créé le Groupe de toutes pièces, et restant fortement impliqués dans le fonctionnement de l'entreprise au jour le jour, ils ont une connaissance intime des systèmes, des personnes et des risques qui entourent le Groupe.

Le Conseil d'Administration se réunit en moyenne six fois par an. Il arrête des comptes semestriels, annuels et prévisionnels, approuve les conventions réglementées qui lui semblent judicieuses et, de manière générale, prend les décisions stratégiques qui vont donner l'impulsion nécessaire à l'avancement du Groupe.

Le Conseil d'administration s'est réuni neuf fois au cours de l'année 2010 et a recueilli la présence de près de 50% de ses membres à chacune de ses réunions. La durée moyenne de réunion est d'une demi-heure.

Au cours de l'exercice 2010, les membres du Conseil d'administration de la société ont été convoqués verbalement ou par courrier électronique.

Les débats lors des séances ont lieu en langue française.

B- Engagement des administrateurs

Du fait de sa taille et de sa composition il n'y a ni règlement intérieur ni mesure d'évaluation précise de sa performance. Les fonctions des comités d'audit sont internalisées.

Pour autant, chaque administrateur prend l'engagement d'assister régulièrement aux séances du conseil d'administration et aux assemblées générales physiquement ou par tout autre moyen de communication conformément à l'article 16 III des statuts.

Chaque administrateur prend l'engagement d'informer le président du conseil d'administration de toute situation de conflit d'intérêts, même potentiels et de s'abstenir, au choix du président, d'assister à tout ou partie de la séance a cours de laquelle un sujet le concernant directement ou indirectement est évoqué et prendre part au vote sur toute décision le concernant directement ou indirectement. En outre, il s'engage à exposer clairement son opposition éventuelle aux projets discutés au sein du conseil d'administration.

C- Ordre du jour du Conseil d'Administration

L'ordre du jour est annoncé à l'avance et le travail de préparation des documents est coordonné par le Service Juridique du Groupe en collaboration avec le Département Finance du Groupe.
Les pouvoirs du Président et du Directeur Général sont définis par les dispositions de l'article 18 des statuts.

Chaque membre du Conseil a eu la liberté de demander au Président l'inscription à l'ordre du jour des réunions du conseil des sujets qu'il a estimé être de sa compétence.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre **2010**, l'ordre du jour a notamment comporté les points suivants :

- examen et arrêté des comptes en présence des commissaires aux comptes
- examen des comptes consolidés et documents prévisionnels de gestion
- compréhension et analyse des performances historiques du groupe et son financement
- convocation à l'assemblée générale annuelle des actionnaires

Il est rappelé que par un Conseil d'Administration en date du 8 décembre **2008**, la société a adopté les recommandations AMF relatives à la rémunération des dirigeants sociaux : adoption du code AFEP-MEDEF qui servira de référence pour l'élaboration du rapport prévu à l'article L225-37 (Code consultable sur le lien : www.code-afep-medef.com).

D- Invitations

En fonction des sujets inscrits à l'ordre du jour, le président peut convier un ou plusieurs collaborateurs de la société et le Directeur général à présenter un dossier ou participer aux discussions préparatoires au conseil d'administration.

Notamment sont conviées :

- la direction financière relativement à l'examen des documents financiers et comptables
- la direction juridique relativement à toute décision ayant des implications juridiques.

E- Information du conseil

Au cours de l'exercice 2010, les administrateurs ont reçu toute information nécessaire à l'accomplissement de leur mission et ont pu se faire communiquer préalablement à toute réunion, tous les documents qu'ils ont estimé utiles.

Le droit des administrateurs à l'information est organisé selon les modalités suivantes :

- information préalable aux réunions : les dossiers, travaux ou documents dont les administrateurs doivent prendre connaissance sont adressés par le secrétariat du Conseil au moins une semaine avant chaque réunion. Ils sont accompagnés du projet de texte de délibérations.
- information permanente du conseil : le conseil est informé de manière permanente et par tous moyens, de la situation financière, de la trésorerie, des engagements de la société ainsi que de tout évènement et opérations significatifs relatifs à la société. Les communiqués de presse sont adressés au président.

F- Procès verbaux

Chaque projet de procès verbal est rédigé par le secrétariat du conseil à l'issue de chaque réunion.

Chaque projet de procès verbal définitif est signé par le président du conseil et un administrateur.

Les procès verbaux sont conservés par le secrétariat du conseil d'administration. Le secrétariat est habilité à certifier les copies de procès verbaux des délibérations.

OBJECTIFS DU CONTROLE INTERNE

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans la société ont pour objet :

- D'une part, de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et les règlements applicables, et par les valeurs, les normes et les règles internes à l'entreprise ;
- D'autre part, de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la société et en externe conformément à la réglementation reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société.

L'un des objectifs du système de contrôle interne est de prévenir et de maîtriser les risques résultant de l'activité de l'entreprise et les risques d'erreurs ou de fraudes, en particulier dans les domaines comptable et financier.

Comme tout système de contrôle, il ne peut cependant fournir une garantie absolue que ces risques sont totalement éliminés.

PROCEDURES DE CONTRÔLE INTERNE MISES EN PLACE PAR LA SOCIETE

A - ORGANISATION GÉNÉRALE DES PROCEDURES DE CONTRÔLE INTERNE

Sur le plan opérationnel les encadrements supérieurs de toutes les filiales rapportent directement aux dirigeants.

L'activité de l'entreprise impose une forte réactivité aux évènements, ce qui implique l'usage intensif des communications directes par téléphone et par e-mail.

Sur le plan fonctionnel, les directeurs des services centraux du groupe rapportent directement aux dirigeants. Les Directions de service s'organisent de manière transversale pour assurer une couverture globale des besoins du Groupe.

Les services concernés sont :

- Finance,
- Juridique
- Production*,
- Logistique*,
- Ressources Humaines*,
- Commercial*,
- Informatique*,

Le Groupe poursuit une politique de protection systématique de ses actifs notamment à travers :

- Une couverture d'assurance étendue
- Des inventaires physiques complets trimestriels
- Une formalisation de ses principales procédures dans le cadre de la certification ISO de ses sites d'exploitation (fonctions ci-dessus identifiées par *).

B - PRÉSENTATION DES INFORMATIONS SYNTHÉTIQUES SUR LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE INTERNE MISES EN PLACE PAR LA SOCIÉTÉ

1- Environnement

L'environnement de contrôle est marqué par une forte unicité de systèmes. La majorité des sociétés du Groupe disposent du système d'exploitation ADONIX et sont reliées informatiquement au siège social. Selon la grille d'autorisation, les informations en provenance des sociétés du groupe sont consultables par les dirigeants et les services de contrôle au siège.

L'unicité de plate-forme informatique signifie que les informations qui remontent sont rapidement exploitables et prêtes à consolider.

Le service Contrôle de Gestion, rattaché à la Finance, centralise les principaux reportings, le suivi des procédures et l'audit interne.

2- Reportings

Les reportings sont suivis sur une base mensuelle, en particulier :

- Chiffre d'affaires
- Evolution des stocks
- En cours clients et DSO
- Effectifs et paie
- Marge brute.

Ils sont élaborés par le Contrôle de Gestion, à l'exception du reporting des Ressources Humaines, analysé et commenté à l'intérieur du Département Finance, avant d'être communiqués à la Direction Générale.

En parallèle, toutes les sociétés du Groupe réalisent une clôture mensuelle de leur comptabilité locale.

Dans le cadre du reporting consolidé, une procédure de rapprochement est appliquée mensuellement pour vérifier la cohérence et réconcilier les données intra groupe.

Les comptes consolidés semestriels et annuels font l'objet d'un audit externe (examen semestriel limité et audit des comptes annuels). Les Commissaires aux comptes complètent ainsi en tant qu'intervenants externes le dispositif de contrôle interne du Groupe. Leurs travaux apportent au Groupe une assurance raisonnable quant à la fiabilité et à la sincérité de l'information comptable et financière produite.

Les comptes des sociétés individuelles font l'objet d'un contrôle continu de la part du Contrôle de Gestion, chaque contrôleur ayant la responsabilité d'un portefeuille de filiales.

La société communique et commente tous les trimestres les principales données de ses résultats consolidés.

3- Informatique

La gestion des flux est au cœur du dispositif informatique et fait l'objet de centralisations quotidiennes. La responsabilité de l'architecture et du développement est confiée au Service Informatique situé au siège social. Il est le garant de l'intégrité du système.

Le système d'exploitation ADONIX, qui est commun à la majorité des entités du Groupe, est stable. Il fait l'objet de développements successifs depuis son adoption en 1995 et le Service Informatique interne dispose des compétences nécessaires pour le faire évoluer et assurer les interfaces avec des outils d'analyse de données.

Les comptes consolidés de la société sont établis à partir du logiciel Business Objects Finance.

4- Cartographie des risques

Les principaux risques identifiés par le Groupe, et adressés par les procédures en vigueur, sont identifiés et commentés dans le Rapport Financier Annuel de Dane-Elec Memory. Parmi eux, le Conseil estime que les risques de déperdition du stock et de perte informatique sont particulièrement critiques. Pour cette raison, une attention accrue y est portée à travers les polices d'assurances, les systèmes de back-up et les contrôles physiques réguliers.

La centralisation des risques juridiques est assurée par la direction juridique du groupe engagée dans une démarche de sécurisation et de contrôle des engagements.

Elle coordonne les relations avec les conseils externes et organise l'ensemble du secrétariat juridique.

5- Délégation d'autorité

La taille du Groupe permet d'assumer un contrôle fort et centralisé.

Seuls les dirigeants sont habilités à engager durablement la société sur les plans juridique et financier, ce qui se vérifie facilement par rapprochement avec les flux financiers. Seuls les deux dirigeants ont un pouvoir illimité de signature sur tous les comptes bancaires de la société.

INFORMATION FINANCIÈRE DESTINÉE AUX ACTIONNAIRES

La compilation des reportings et la consolidation des comptes sont réalisées sous la responsabilité du Département Finance.

La fiabilité des informations destinées aux actionnaires et au public est conditionnée par plusieurs paramètres :

1. Respect des procédures de contrôle et de comptabilisation dans chaque entité du Groupe.
2. Cohérence des données dans leur ensemble.
3. Continuité des méthodes.
4. Intégrité du processus de traitement et de consolidation des informations au siège.
5. Coordination des mesures de contrôle et de vérification externes.

Nous vous rappelons que conformément aux dispositions statutaires (articles 21 et suivants), la convocation des actionnaires aux assemblées est faite par une insertion dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans les départements du siège social et par une insertion dans le BALO, après avis donné à l'AMF, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

Aucun système de contrôle n'est infaillible, mais le Groupe Dane-Elec tente de maintenir une structure de contrôle qui fonctionne par palier. Si un niveau ne détecte pas une erreur ou un dysfonctionnement, il en reste d'autres pour compenser la lacune.

La taille et l'activité de l'entreprise permettent à la société d'appliquer un tel système qui repose à la fois sur l'efficacité des contrôles formels internes (reportings, informatique, vérification sur place) et externes (notamment par les diligences des commissaires aux comptes en revue limitée, revue des systèmes et audit des comptes annuels) et informels (connaissance de la société et capacité d'anticipation des résultats).

LIMITATIONS APPORTEES PAR LE CONSEIL D ADMINISTRATION AUX POUVOIRS DU DIRECTEUR GENERAL

A- Conventions interdites et conventions réglementées

Nous vous rappelons que conformément à l'article 19, II des statuts, les pouvoirs du directeur général, directeur général délégué sont limités conformément à l'article L 225-43 du Code de Commerce.

Conformément à l'article 19, I des statuts, certaines conventions passées par le directeur général, directeur général délégué sont soumises aux conditions d'autorisation préalables du Conseil d'administration conformément à l'article L 225-38 du Code de Commerce

B- Convention courantes

Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises à la procédure légale d'autorisation et d'approbation ainsi que le prévoient les dispositions statutaires (article 19, III).

La liste et l'objet des dites conventions sont communiqués par le président aux membres du conseil d'administration et aux commissaires aux comptes.

CONCLUSION

Le Groupe continuera à mettre en œuvre son dispositif de contrôle interne, en s'appuyant sur les points de contrôle clés qui contribuent à la maîtrise des risques, ainsi que sur un programme formalisé de vérification de leur fonctionnement.

Le Groupe fera évoluer ses procédures de contrôle interne en fonction des éventuelles évolutions de la réglementation qui font l'objet d'une veille juridique et réglementaire visant à en anticiper les impacts sur les équilibres économiques et financiers de la société.

Les informations sur le contrôle interne sont rendues publiques par la diffusion d'une version électronique sur le site de l'AMF et sur le site de la société.

2 - COMPTES CONSOLIDÉS

ETAT DE SITUATION FINANCIERE CONSOLIDE

ACTIF (EN K€)	31/12/10 NET	31/12/09 NET
ACTIF NON COURANT		
Immobilisations incorporelles	58	55
Immobilisations corporelles	1 341	1 783
Actifs financiers	1 510	1 242
Actif d' impôts différés	271	295
TOTAL	3 180	3 375
ACTIF COURANT		
Stocks & en-cours	15 861	23 231
Clients & comptes rattachés	37 570	42 891
Autres créances	2 749	4 048
Disponibilités	4 379	6 615
TOTAL	60 559	76 785
TOTAL DE L'ACTIF	63 739	80 160

PASSIF (EN K€)	31/12/10 NET	31/12/09 NET
CAPITAUX PROPRES		
Capital	8 179	8 179
Titres d' autocontrôle	-2 189	-2 189
Instruments financier sur capitaux propres	767	767
Primes	14 519	14 519
Réserves	15 672	14 901
Réserves de conversion	168	-1 351
Résultat de l'exercice	-21 147	771
TOTAL PART des PROPRIETAIRES DE LA SOCIETE MERE	15 969	35 597
Participations ne donnant pas de contrôle	-2	-2
TOTAL CAPITAUX PROPRES	15 967	35 595
PASSIF NON COURANT		
Passifs financiers	270	1 895
Provisions	2 037	1 186
TOTAL	2 307	3 081
PASSIF COURANT		
Passifs financiers	19 852	16 790
Fournisseurs & comptes rattachés	20 340	19 928
Autres dettes	5 273	4 766
TOTAL	45 465	41 484
TOTAL DU PASSIF	63 739	80 160

ETAT DU RESULTAT GLOBAL DE LA PERIODE

(en K€)	31/12/10	31/12/09
Chiffre d'affaires	157 735	180 173
Autres produits d'exploitation	145	293
Achats consommés	(143 829)	(158 390)
Charges de personnel	(13 800)	(13 384)
Charges externes	(12 316)	(11 160)
Impôts et taxes	(528)	(623)
Dotations nettes aux amortissements & provisions	(4 731)	(1 617)
Résultat opérationnel récurrent	(17 324)	(4 708)
Autres produits et charges non récurrents (1)	(2 574)	7 898
Coût de l'endettement financier net	(335)	(228)
Autres produits et charges financières	(939)	(392)
Charge d'impôt (1)	25	(1 799)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		
Résultat net	(21 147)	771
Part du groupe	(21 147)	771
Participations ne donnant pas le contrôle		
Résultat net par action	31/12/10	31/12/09
-de base	-0,83	0,03
-dilué	-0,83	0,03
Etat du résultat global consolidé	31/12/10	31/12/09
Résultat net	(21 147)	771
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Ecart de change résultant de la conversion des états financiers de filiales étrangères	1 312	(851)
Ecart de change sur l'investissement net dans une activité à l'étranger	206	(80)
Résultat global de la période	(19 629)	(160)
Part du groupe	(19 629)	(160)
Participations ne donnant pas le contrôle		

(1) Le crédit d'impôt recherche **(+138 K €)** a été reclassé en "Autres produits et charges non récurrents" en 2010. 2009 est retraité. En 2009, il était classé en « Charges d'impôts » **(343 K €)**

TABLEAU des FLUX de TRESORERIE

(En K€)	31/12/2010	31/12/2009
Résultat net consolidé avant impôt	-21 171	2 226
Dotations nettes aux amortissements et provisions	2 308	1 224
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur		0
Plus et moins values de cession	67	47
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	-18 796	3 497
Coût de l'endettement financier net	335	228
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	25	-1 455
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et d'impôt	-18 436	2 270
Variation du BFR lié à l'activité	16 133	-1 076
Flux net de trésorerie généré par l'activité	-2 303	1 194
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-181	-580
Décaissements liés aux acquisitions de participations financières		
Variation des prêts et avances consentis	-1 075	541
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 256	-39
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital	0	0
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options		
Rachats et reventes d'actions propres		
Emission d'emprunt	2 023	3 881
Retraitement des contrats de leasing en emprunt		83
Remboursements d'emprunts	-1 740	-2 047
Flux de trésorerie sur les comptes courants		
Intérêts financiers nets versés	-335	-228
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-52	1 689
Incidence des variations des cours de devises	178	-11
Variation de la trésorerie nette	-3 433	2 833
Trésorerie d'ouverture	-2 978	-5 811
Trésorerie de clôture	-6 411	-2 978
Trésorerie active	4 379	6 615
Passif financier courant	-10 790	-9 593
Trésorerie de clôture	-6 411	-2 978

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (NORMES IAS/IFRS)

(en euros)	Nombre d'actions	Capital	Prime d'émission	Instrument financier sur capitaux propres	Réserves consolidées	Réserve de conversion	Résultat	Actions d'autocontrôle	Total Capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Au 31 décembre 2008	25 559 443	8 179	14 519	767	22 403	-420	-7 502	-2 189	35 757	-2	35 755
Résultat net							771		771		771
Autres éléments du résultat global							-931		-931		-931
Résultat global de la période							-931	771	-160		-160
Augmentation de capital											
Opération sur titres d'autocontrôle Instruments financiers sur capitaux propres											
Variation de l'écart de conversion											
Affectation en réserve						-7 502	7 502				
Résultat net											
Variations de périmètre et autres mouvements											
Au 31 décembre 2009	25 559 443	8 179	14 519	767	14 901	-1 351	771	-2 189	35 597	-2	35 595
Résultat net							-21 147		-21 147		-21 147
Autres éléments du résultat global							1 519		1 519		1 519
Résultat global de la période							1 519	-21 147	-19 628		-19 628
Augmentation de capital											
Opération sur titres d'autocontrôle Instruments financiers sur capitaux propres											
Variation de l'écart de conversion											
Affectation en réserve						771	-771				
Résultat net											
Variations de périmètre et autres mouvements											
Au 31 décembre 2010	25 559 443	8 179	14 519	767	15 672	168	-21 147	-2 189	15 969	-2	15 967

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1. Informations relatives au groupe

La société est cotée depuis **1997** à l'Euronext Paris (Eurolist Compartiment C).

Les états financiers consolidés reflètent la situation comptable de Dane-Elec Memory et de ses filiales, ainsi que les intérêts dans les entreprises associées. Dane-Elec Memory est un fabricant, distributeur de taille mondiale, de mémoires (Flash et DRAM) et de produits multimédias numériques. Le groupe a également une activité de distribution de produits nomades et réseau.

En date du 28 Avril **2011**, le Conseil d' Administration a arrêté des comptes consolidés au 31 décembre **2010** et a autorisé la publication des états financiers consolidés du Groupe Dane-Elec Memory au 31 décembre **2010**.

2. Faits marquants de l'exercice et événements postérieurs à la clôture

2.1. Faits marquants de l'exercice

Le groupe a procédé en **2010** à une revue stratégique complète de ses activités industrielles et commerciales. L'objectif est de revenir aux fondamentaux qui ont permis, en 25 ans, de faire de Dane-Elec Memory un acteur reconnu du marché mondial des produits électroniques :

- réactivité en négoce
- proximité des marchés
- efficacité dans la réponse aux clients et le support.

Il a été décidé de revoir l'organisation et la mise en œuvre de l'activité en Europe. Ceci afin notamment de concentrer les ressources sur le développement commercial au niveau de chacune des régions et de piloter les opérations de support fonctionnel depuis la société holding en France. La même politique alliant rigueur de gestion et recentrage est appliquée à la filiale Intervalle qui reste un vecteur important de pénétration du marché français des TPE/PME via la distribution professionnelle de produits informatiques.

Cette réorganisation était en cours de premiers déploiements sur le deuxième semestre **2010**. La filiale au Danemark a été mise en sommeil, la filiale anglaise a été relocalisée, des réductions progressives d'effectifs opérés au sein de la filiale américaine et des départs de personnel n'ont pas été remplacés en France sur la holding.

Enfin, au cours du dernier trimestre consécutivement à l'arrêt de l'activité des disques durs classiques (voir plus haut), la décision a été prise de réduire les effectifs sur le site industriel d'assemblage et de conditionnement de Galway en Irlande.

Des actions de rationalisation de gamme et de resserrement du portefeuille produits ont été menées. Dane-Elec Memory se focalise dorénavant sur une gamme restreinte et compétitive de produits (cartes mémoires Flash, clés USB, barrettes mémoires Dram, baladeurs multimédia). Le catalogue des produits a été recentré sur les meilleures références. Le nombre de produits en stock a été fortement réduit (seulement 50% des références), l'approvisionnement au fil de l'eau (« onDemand ») est désormais privilégié.

Conjointement à sa réflexion stratégique et l'élaboration de son plan de retournement, le Groupe a poursuivi courant **2010** ses discussions avec ses partenaires financiers. Le Groupe considère que ces négociations et le plan de redressement devraient pérenniser les moyens de financement de ses opérations et de son développement, et a en conséquence préparé ses états financiers 2010 sous le principe de continuité de l'exploitation.

Le Groupe informera le marché de l'issue des discussions.

2.2. Événements postérieurs à la clôture

Il n'est pas possible aujourd'hui d'anticiper l'éventuel impact des événements récents survenus au Japon, producteur majeur sur le marché mondial des semi conducteurs, sur les approvisionnements du groupe.

Le groupe met en œuvre depuis le 1^{er} Janvier **2011** les différents axes de son plan de retournement, en particulier :

- Réduction significative de l'effectif intervenue en Irlande sur le site industriel du groupe d'assemblage et d'intégration des disques durs classiques, activité discontinuée fin **2010** (l'effectif à fin Mars **2011** est de **23** personnes contre **60** personnes à fin Décembre **2010**)
- Réduction d'effectif également intervenue chez DE Corp (**3** personnes) ainsi que chez Intervalle (**3** personnes)
- Réorganisation en cours de mise en œuvre sur le premier semestre **2011** au sein de toutes les entités filiales en Europe, concentrant les forces commerciales et recentrant les activités de « back-office » en France, de pair avec la restructuration juridique et la mise en place de la facturation directe depuis DEM
- Une unité économique et sociale (UES) a été constituée avec les sociétés DEM, DED et DESA dans le contexte de la réflexion de réorganisation en cours au niveau du groupe et en particulier relativement aux activités en France. Des discussions ont ainsi été engagées avec les partenaires sociaux sur le projet de réorganisation en France
- Poursuite de la restructuration de l'activité logistique.

Le travail sur les processus au sein du groupe afin de soutenir les changements profonds du modèle d'activité sont également en cours (facturation directe, planification et contrôle de gestion,.....).

3. Principes comptables

En application du règlement européen **1606/2002** du 19 juillet **2002** sur l'application des normes comptables internationales, le Groupe Dane-Elec a établi les comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010 en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne et applicable à cette date.

Ce référentiel est disponible sur le site http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Les principes et méthodes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2009, à l'exception de l'adoption des nouvelles normes et interprétations suivantes d'application obligatoire pour le Groupe :

- Amendement à IAS 27 : États financiers consolidés et individuels
- Amendement à IAS 39 : Instruments financiers : comptabilisation et évaluation – Éléments éligibles à la couverture
- Amendement à IFRS 2 : Transactions intragroupe dont le paiement est fondé sur des actions et qui sont réglées en trésorerie
- IFRS 3 Révisée : Regroupements d'entreprises
- Amendement à IFRS 5 : Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées
- IFRIC 9 & amendement à IAS 39 : Réexamen de dérivés incorporés
- IFRIC 12 : Accords de concession de services
- IFRIC 15 : Contrats de construction de programmes immobiliers
- IFRIC 16 : Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger
- IFRIC 17 : Distributions d'actifs non monétaires aux actionnaires
- IFRIC 18 : Transferts d'actifs provenant de clients

Ces normes, amendements et interprétations n'ont pas d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

Les normes suivantes, interprétations et amendements ont été adoptés par l'Union Européenne au 31 décembre **2010**, mais avec une date effective ultérieure d'application, et n'ont pas été appliquées par anticipation :

- IAS 24 révisée « Information relative aux parties liées »,
- Amendement à IAS 32 « Instruments financiers : classement des émissions de droits »,
- IFRIC 19 « Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres ».

Ces normes, amendements et interprétations n'ont pas d'impact significatif sur les comptes du Groupe.

Le groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} janvier **2010**.

Les états de synthèse portent sur les comptes établis selon les normes IFRS au 31 décembre 2010 et 31 décembre **2009**.

3.1 Principes d'établissement des états financiers

Les comptes consolidés annuels et les notes annexes sont établis en milliers d'euros. Ils sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les normes IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes ci-après.

Structure de l'état de la situation financière consolidée

L'état de la situation financière consolidée présente en actifs et passifs courants la partie à moins d'un an des actifs d'exploitation (notamment les stocks, les créances et les autres actifs) et des passifs d'exploitation (notamment les provisions, fournisseurs, et autres passifs).

3.2 Principes de consolidation

3.2.1 Périmètre et méthode de consolidation

Les sociétés dont Dane-Elec Memory SA détient directement ou indirectement le contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

En cas d'intégration globale, la part des participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat net et les capitaux propres de la filiale est affichée séparément dans les états financiers consolidés.

Les transactions réalisées entre les sociétés consolidées ainsi que les profits intragroupes sont éliminés en consolidation.

La liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2010 est présentée ci-dessous. Toutes ces sociétés sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

SOCIETES ET FORMES	SIEGE SOCIAL	SIREN	DETENTION
Dane-Elec Memory SA	159 Avenue Galliéni 93171 BAGNOLET, FRANCE	333087 997	Société mère
Dane-Elec SA	159 Avenue Galliéni 93171 BAGNOLET, FRANCE	382259 927	99,99%
Dane-Elec Développement SARL	159 Avenue Galliéni 93171 BAGNOLET, FRANCE	393350 277	99,6%
Intervalle SA	159 Avenue Galliéni 93171 BAGNOLET, FRANCE	390654 226	99,85%
Dane-Elec Ltd	Nouvelle adresse depuis mars 2010 Unit 4B, Lansbury Estate 102 Lower Guildford Road, Knaphill Woking, Surrey, GU21 2EP	2576504	99,80%
Dane-Elec Belgium NV	Avenue des Saisons 110 - 112 1050 Bruxelles, BELGIQUE	552756	99,84%
Dane-Elec GmbH	Rottmannstr. 7A/RG 80335 MUNCHEN, ALLEMAGNE	104537	96,00%
Dane-Elec Memories BV	VLIERBAAN34-2908 CAPELLE A/D IJSEL, PAYS-BAS	242061	99,99%
Dane-Elec DK ApS	Bernhard Bangs Alle 39 2000 Frederiksberg, DANEMARK	219021	99,00%
Dane-Elec Manufacturing (ex C-Memory)	Spiddal Industrial Estate Spiddal – Galway, IRLANDE	245021	99,80%
Dane-Elec Corporation	15770 Laguna Canyon Road Irvine 92718 Californie – USA	1993914	100%
ICN	Chez Dane-Elec Memory 159 Avenue Galliéni 93171 BAGNOLET	418838264	70%
Dane-Elec Italia	Via Fratelli Sebastiani 171 02100 Rieti, ITALIE	07959551008	100%
Dane-Elec Memory Asia Ltd	Rm 3713, The Center 99 Queens's Road Central HONG KONG		99,99%
Dane-Elec Memory China Company Limited (China)	14e, 360 South Pudong road Shanghai, 200120 CHINE	792240828-A	100%
Dane-Elec Memory Taiwan Company	5F, n°102 Zhouzi street Nei-Hu District Tapei, TAIWAN	95 81 88 44 10	100%
Dane-Elec Spain	Via Augusta 13-15 Despacho 601, planta 6a 0006 Barcelone, ESPAGNE	B-338 176	97,42%
IDEAPACK	Rue de la Prayette 02250 Marle, FRANCE	495 295 958	100%
DANE ELEC ISRAEL	Habarzel street 27 Or buiding (A) Floor 7 69710 TEL AVIV		100%
Dane-Elec Middle East FZE	Office N 2608 26 th floor, Jafza View 18 Jebel Ali Free Zone Authority Dubai, EMIRATS ARABES UNIS		100%

3.2.2 Date de clôture

La Société clôture son exercice au 31 décembre et établit une situation intermédiaire au 30 juin. Il en est de même pour ses filiales.

3.2.3 Monnaie de fonctionnement

L'euro est la monnaie de fonctionnement du groupe.

3.2.4 Retraitement des comptes et élimination des opérations réciproques

Tous les états financiers sont retraités pour les mettre en conformité avec les principes comptables retenus par le Groupe. Les opérations réciproques entre les sociétés sont éliminées et les plus ou moins values internes sont neutralisées.

3.2.5 Conversion des états financiers des sociétés étrangères

Les comptes des entités tenus en devises sont convertis en euros au cours de la clôture pour les postes de bilan et à un cours moyen de l'exercice pour les postes du compte de résultat.

Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en écart de conversion dans les réserves consolidées.

3.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles ont été évaluées à leur coût d'acquisition.

Les logiciels sont amortis sur leur durée d'utilisation estimée, soit une durée de 1 à 5 ans.

Les durées d'utilisation probables sont revues à chaque clôture, le mode d'amortissement accéléré peut être appliqué.

3.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, après déduction de l'amortissement cumulé et d'une éventuelle dépréciation pour perte de valeur.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé suivant le mode linéaire en fonction des composants et de leurs durées d'utilisation effectives.

Les amortissements calculés par application de taux homogènes au sein du groupe, sont déterminés en fonction de leur durée probable d'utilisation par référence aux modes et aux durées d'utilisation figurant ci-après :

- **Installations et mobilier**..... **10 ans**
- **Matériel industriel et outillage** **4-5 ans**
- **Matériel de transport** **4 ans**
- **Matériel de bureau et informatique** **5 ans**

3.5 Contrats de locations

Ils sont comptabilisés conformément à IAS17

Contrat de location financement:

Les investissements financés par contrat de location financement sont comptabilisés sur la base de la valeur actuelle des loyers à venir et sont amortis en fonction de leur durée d'utilisation estimée, déduction faite d'une éventuelle valeur résiduelle.

Contrat de location simple: Ils comprennent principalement des locations immobilières

3.6 Stocks

Les stocks et encours de l'ensemble des sociétés du groupe sont évalués, après élimination des marges internes, selon la méthode du prix unitaire moyen pondéré.

Des dépréciations sont constituées lorsque leur coût se trouve supérieur à la valeur probable de réalisation diminuée des frais de commercialisation. Au 31 décembre **2010**, la dépréciation de stocks a été effectivement menée référence par référence, en tenant compte du prix de marché, des perspectives de vente et du risque lié à l'obsolescence.

3.7 Créances

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale.

Des assurances crédit sont contractées pour toutes les sociétés du groupe. Les créances clients estimées à risque sont dépréciées, après analyse individuelle, pour tenir compte du risque net de non-recouvrement.

La méthode de dépréciation appliquée est 100 % des créances HT de plus de 360 jours, 50 % des créances HT de plus de 180 jours et 25 % des créances HT de plus de 90 jours. Ceci à l'exclusion de cas particulier individualisés.

3.8 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comptabilisés dans l'état de la situation financière consolidée comprennent la trésorerie en banque, la caisse et les dépôts à court terme ayant une durée initiale inférieure ou égale à trois mois.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie consolidés, la trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie tels que définis ci-dessus, nets des concours bancaires courants.

3.9 Capitaux propres

3.9.1 Ecart de change

La rubrique écarts de change est utilisée pour enregistrer les écarts de change provenant de la conversion des états financiers des filiales étrangères.

3.9.2 Instruments de capitaux propres

Titres d'autocontrôle

Conformément à l'application de la norme IAS 32 les titres d'autocontrôle sont déduits des capitaux propres consolidés. Les résultats de cession éventuels d'actions sont de même imputés en capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

ABSAR

La société Dane-Elec Memory a procédé à une émission d'actions à bons de souscription d'actions remboursables (ABSAR) le 14 juin 2006. Un total de 2 019 006 ABSAR a été émis à un prix unitaire de 3,95 €. Les bons de souscription d'actions remboursables (BSAR) peuvent être exercés à tout moment jusqu'au 11 juillet 2013 inclus. Deux BSAR donnent droit de recevoir une action nouvelle au prix d'exercice de 5,13 €.

2 018 706 BSAR, instruments de capitaux propres, restent en circulation. Ils donnent droit à leurs détenteurs de souscrire 1 009 353 actions nouvelles.

3.10 Provisions

Conformément à IAS 37 "Provisions", des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation de Dane-Elec Memory à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire, contractuel ou implicite.

L'estimation du montant figurant en provision correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que Dane-Elec Memory devra supporter pour remplir son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; une information en annexe est alors fournie. Du fait des incertitudes inhérentes aux risques supportés, les provisions sont estimées sur la base des informations disponibles à la date d'évaluation.

3.11 Engagements de retraite et assimilés

Les modalités de calcul des engagements de retraite sont conformes à IAS 19. Les engagements de retraite à prestations définies de la Société se limitent aux indemnités de fin de carrière applicables en France. Ces engagements sont évalués selon la méthode actuarielle dite des unités de crédits projetées qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs.

L'effet des variations des hypothèses actuarielles est constaté dans le résultat de la période.

Les hypothèses retenues pour l'année 2010 sont les suivantes :

• Table de mortalité	TF00-02
• Taux d'actualisation	4 %
• Taux d'évolution des salaires	2 %
• Age théorique de départ (toutes catégories)	65 ans
• Taux de turnover - 50 ans	5%
• Taux de Turnover + 50 ans	0%
• Taux de capitalisation	4%
• Taux de charges sociales patronales	50%

3.12 Les instruments financiers

Risque de change

Le groupe est exposé aux risques de change, la grande majorité de ses fournisseurs stratégiques devant être payés en dollars américains.

Afin de réduire son exposition aux risques de fluctuation des cours de change, la société a mis en place une planification rigoureuse de ses achats, en particulier auprès de ces fournisseurs. Elle procède à des couvertures par des achats comptants.

Sur **2010**, elle n'a pas procédé à des couvertures d'achats de devises à terme.

Le groupe s'inscrit dans une perspective qui doit lui permettre de procéder dès **2011** à des achats de devises à terme, dans un contexte de planification certaine pour des livraisons certaines.

La société s'interdit d'exploiter ses positions de change à des fins spéculatives. Les achats de devises sont négociés auprès d'établissements de premier plan.

Il est rappelé que les instruments financiers sont comptabilisés selon la norme IAS 39 et documentés dans la note 5.9. Les instruments dérivés sont comptabilisés dans l'état de la situation financière consolidée pour leur valeur de marché à la date de clôture. Les variations de valeur des instruments dérivés sont comptabilisées selon les principes suivants :

- pour les instruments de couverture documentés en couverture de flux futurs, les variations de juste valeur sont enregistrées en capitaux propres pour la partie efficace. La partie inefficace étant enregistrée en résultat.
- pour les instruments de couverture documentés en couverture de juste valeur et les instruments non documentés, les variations de juste valeur sont enregistrées en résultat.

Risque de taux

Les lignes bancaires du Groupe sont de nature court terme "revolving" rémunérées à des taux variables à partir des bases Eonia et Euribor. Ainsi le groupe est peu exposé à des variations de taux.

3.13 Opérations en monnaie étrangère

Les différences de change, latentes et réalisées, qui résultent de transactions de devises autres que la devise de fonctionnement sont incluses dans le compte de résultat de l'exercice sous la rubrique autres produits et charges financières.

Les pertes et gains de change sur les prêts considérés comme « investissement net dans une filiale à l'étranger » selon IAS 21 sont comptabilisés en éléments du résultat global.

3.14 Impôts différés

En présence d'actifs ou de passifs dont la valeur dans l'état de la situation financière consolidée diffère de la valeur fiscale, des actifs et des passifs d'impôt sont enregistrés dans les conditions suivantes :

Tous les passifs d'impôts sont comptabilisés

Les actifs d'impôts sur ces différences ainsi que ceux relatifs aux reports déficitaires ne sont enregistrés que si leur récupération est probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont ajustés en fin d'exercice en fonction des derniers taux d'impôts votés. Les conséquences des changements de taux sont constatées en résultat.

3.15 Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est comptabilisé conformément à IAS18 et provient de la vente de marchandises comptabilisée nette des remises et des avantages commerciaux.

3.16 Actifs et Passifs éventuels

Sur une base annuelle, le groupe Dane-Elec Memory établit un recensement de l'ensemble des obligations contractuelles, engagements financiers et commerciaux, auxquels il est exposé. De manière régulière et en particulier lors de la clôture annuelle, ce recensement est actualisé par la Direction du groupe.

3.17 Résultat financier

Le résultat financier comprend :

- le coût de l'endettement financier brut, constitué des agios financiers et de la fraction des loyers de crédit-bail assimilable à une charge d'intérêts,
- les produits des valeurs mobilières de placement,
- les intérêts liés aux concours bancaires courants comptabilisés, en charges, dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus,
- les charges d'intérêts liées à l'affacturage.

3.18 Résultat net par action

Conformément à IAS 33 "Résultat par action", deux types de résultat par action sont présentés : le résultat de base par action ordinaire et le résultat dilué par action ordinaire.

Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation retenu pour le calcul du résultat par action de base est la moyenne des actions entre le début et la fin de l'exercice hors actions propres et actions d'autocontrôle. Les actions émises en cours d'année sont prises en compte au « prorata temporis ».

Le résultat net dilué par action est, quant à lui, calculé en retenant les instruments dilutifs donnant accès différé au capital de Dane-Elec Memory (bons et options de souscription).

3.19 Estimations et jugements comptables

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui pourraient avoir un impact sur les montants d'actif et de passif à la clôture ainsi que sur les éléments de résultat de la période. Ces estimations tiennent compte de données économiques susceptibles de variations dans le temps et comportent un minimum d'aléas. Il est possible que la réalité se révèle différente de ces estimations et hypothèses.

Elles concernent principalement la durée d'utilisation des actifs et les dépréciations correspondantes, la reconnaissance du chiffre d'affaires, l'appréciation du risque client.

3.20 Discontinuité de l'activité des disques durs classiques

Sur la base de ses résultats récurrents et structurels en forte perte et jugeant son potentiel de développement rentable notablement insuffisant, comme annoncé en décembre 2010, le Groupe a pris la décision stratégique de se désengager du marché du disque dur multimédia, à l'exception des produits innovants de la famille myDitto.

La perte opérationnelle 2010 est à comparer avec une perte estimée de **3 516 K €** en 2009 (pour un chiffre d'affaires de **20 504 K €**). C'est donc une variation estimée de la perte opérationnelle récurrente de l'ordre de **940 K €** entre 2009 et 2010 pour un chiffre d'affaires en baisse de **4 400 K €**

La discontinuité de l'activité des disques durs classiques a eu un impact important sur la réorganisation du site industriel en Irlande. Il est estimé que la quote-part de restructuration associée à cette activité est de l'ordre de la moitié de la provision à fin décembre en Irlande soit **450 K €**

Elle s'est en outre traduite par un complément de dépréciation des stocks pour cette activité, soit un impact de **- 1 712 K €** au 31 décembre 2010.

En conclusion l'activité des disques durs classiques a généré au niveau du groupe une perte nette de **7 200 K €** sur l'année 2010. Par rapport à 2009, c'est une variation négative de près de **3 700 K €**.

Cette activité des disques durs au-delà de sa contribution fortement négative en résultat opérationnel a pesé lourdement sur le besoin en fonds de roulement du groupe. En effet, cette activité a induit de forts volumes de stockage sur les deux dernières années : son poids sur le besoin en fonds de roulement sur une base annuelle a été estimé à **5 000 K €**

Le compte de résultat de l'activité des disques durs classiques se présente comme suit :

en K€	2010	2009
Chiffre d'affaires (1)	16 104	20 504
Marge brute	1 755	3255
% du CA	10.9%	15.9%
SAV / RMA	(646)	(536)
Rebates	(1 568)	(1 312)
Autres coûts	(383)	(320)
Marge nette	(842)	(1 087)
% du CA	-5.3%	5.3%
Frais Généraux	(3 423)	(4 360)
Autres coûts	(191)	(243)
Résultat opérationnel récurrent	(4 456)	(3 516)
Dépréciation (2)	(2 282)	
Restructuration Irlande	(450)	NA
Résultat opérationnel non-récurrent	(7 188)	(3 516)

(1) Chiffre d'affaires par famille avant « rebates »

(2) Compte tenu de l'obligation contractuelle d'assurer un suivi en garantie des disques durs vendus avant l'arrêt de l'activité, **une** estimation a été faite au 31 décembre **2010** quant aux coûts nets qui seront engagés vis-à-vis des clients du groupe en matière de service après-vente, dans le respect de cette obligation. La provision ainsi arrêtée dans les comptes consolidés au titre de provision pour garantie sur cette activité discontinuée est d'un montant estimé de **570 K €**. La dépréciation des stocks est de **(1 712) K €**.

Principales hypothèses retenues :

- Chiffre d'affaires issu du reporting de chiffre d'affaires par ligne de produits
- Marge brute : la marge brute **2009** et **2010** résulte d'une étude réalisée par des consultants et les équipes du groupe en accompagnement de la réflexion stratégique menée sur le deuxième semestre **2010**
- Les données de coûts des ventes SAV / RMA sont issus du travail d'analyse qui a permis d'estimer au 31 décembre la provision de garantie des disques durs sur une base statistique historique
- Les données de « rebates » ont été validées à fin Septembre 2010 par une approche détaillée rattachée aux actes de vente des disques durs ; sur cette base, ils ont été extrapolés sur le dernier trimestre
- Les frais généraux et autres coûts ont fait l'objet d'une approche détaillée à fin Septembre 2010 sur la base du temps passé par le personnel de l'entreprise activité par activité. Ils ont ensuite été extrapolés sur la totalité de l'année

4. Information sectorielle

Compte tenu de sa présence internationale et dans le cadre de la norme IFRS 8, le groupe Dane-Elec a retenu les secteurs géographiques ci-après comme secteurs opérationnels.

En K Euros	EUROPE		AMERIQUE		ASIE/ MOYEN-ORIENT		Consolidé	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009
Produits des activités ordinaires								
Ventes à des clients externes	66 141	79 366	85 668	86 322	5 926	14 485	157 735	180 173
Total	66 141	79 366	85 668	86 322	5 926	14 485	157 735	180 173
Résultat								
Résultat opérationnel courant	-15 535	-2 476	400	-1 125	-1 874	-1 106	-17 009	-4 707
Autres produits et charges opérationnels	-1 343	-522	-46	5 015	-1 185	3 062	-2 574	7 555
Coût de l'endettement financier net	-265	-208	-49		-21	-19	-335	-227
Impôts sur les bénéfices		323	-21	-1 552	46	-226	25	-1 455
Résultat net de l'exercice	-18 214	-616	101	46	-3 034	1 341	-21 147	771
Actifs et passifs								
Actifs sectoriels	61 299	75 774	2 092	3 757	348	631	63 739	80 162
Actifs non affectés								
Total des actifs	61 299	75 774	2 092	3 757	348	631	63 739	80 162
Passifs sectoriels	31 613	28 663	13 608	13 508	2 551	2 393	47 772	44 564
Passifs non affectés								
Total des passifs	31 613	28 663	13 608	13 508	2 551	2 393	47 772	44 564
Autres informations sectorielles								
Investissements :								
Immobilisations incorporelles	471	437	120	97	4	3	595	537
Immobilisations corporelles	6 864	8 314	2 947	2 710	88	96	9 899	11 120
Amortissements :								
Immobilisations incorporelles	-436	-396	-101	-87			-537	-483
Immobilisations corporelles	-5 928	-7 087	-2 579	-2 206	-51	-43	-8 558	-9 336
Stocks:								
Stocks nets	6 263	10 381	9 492	12 760	106	90	15 861	23 231

5. Notes sur l'état de la situation financière consolidée

5.1 Immobilisations

5.1.1 Valeur brute

(En K€)	31/12/2009	Augmentation	Diminution	31/12/2010
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Logiciels	448	57		505
Autres immobilisations incorporelles	90			90
SOUS TOTAL	538	57		595
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Installations techniques Mat & outillage	7 925	666	-1 840	6 749
Autres immobilisation corporelles	3 178	186	-214	3 150
Avances et acomptes sur immobilisations	16		-16	
SOUS-TOTAL	11 119	852*	-2 071	9 899
* Dont 729 K€ d'incidence des variations des cours de conversion				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de participation	921			921
Prêts, dépôts, cautionnements et autres	422	1 098	-5	1 515
SOUS-TOTAL	1 344	1 098	-5	2 436
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	13 002	2 007	-2 076	12 930

5.1.2 Amortissements et dépréciations

En K Euros	31/12/2009	Dotation	Reprise	31/12/2010
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Logiciels	425	52		477
Autres immobilisations incorporelles	58	2		60
SOUS-TOTAL	483	54*		537
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Installations techniques, matériel et outillage	7 073	907	-1805	6 175
Autres immobilisations corporelles	2 264	325	-206	2 383
SOUS-TOTAL	9 337	1 232*	-2 011	8 558
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de participation	95	825		920
Prêts, dépôts, cautionnements et autres	6			6
SOUS-TOTAL	101	825		926
TOTAL DES AMORTISSEMENTS ET DES DEPRECIATIONS	9 921	2 111	-2 011	10 021

- dont 649 K€ d'incidence des variations des cours de conversion

5.2. Stocks

En K €	31/12/2010	31/12/2009
VALEURS BRUTES		
Produits nomades et réseaux	1 151	963
Modules de mémoires	21 790	25 846
Sous-total	22 941	26 809
DEPRECIATIONS		
Produits nomades et réseaux	385	128
Modules de mémoires	6 695	3 450
Sous-total	7 080	3 578
TOTAL DES VALEURS NETTES	15 861	23 231

5.3 Créances clients

En K €	31/12/2010	31/12/2009
Valeur brutes	40 767	44 777
Dépréciations	3 197	1 886
TOTAL DES VALEURS NETTES	37 570	42 891

La méthode de dépréciation appliquée est 100 % des créances HT de plus de 360 jours, 50 % des créances HT de plus de 180 jours et 25 % des créances HT de plus de 90 jours. Ceci à l'exclusion de cas particulier individualisés.

5.4 Trésorerie et équivalents de trésorerie

A fin décembre 2010, les disponibilités sont de **4.4 M €** contre **6.6 M €** l'an passé. Les fonds propres s'élèvent à **16 M €**

En K€	31/12/2010	31/12/2009
Comptes courants bancaires	4 338	6 615
Valeurs mobilières de placement	41	
TOTAL DES DISPONIBILITES	4 379	6 615

Les lignes de découvert au bénéfice de la société holding DEM s'élèvent à **11,5 M €**

Le groupe a mis en place un financement factor sur ses filiales françaises (l'engagement au 31 Décembre s'élève à **2.9 M €**).

Le groupe a également négocié au cours de l'année **2010** une ligne de crédit supplémentaire pour sa filiale DE Corp d'un montant de **4 M USD** auprès d'une banque locale.

5.5 Echéances des dettes et des créances

En K€	Montant au 31/12/2010	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF NON COURANT			
Immobilisations financières (1)	1		1
Actif d'impôts différés	271	271	0
Prêts, cautionnements et autres créances	1 509		1 509
TOTAL ACTIF NON COURANT	1 781	271	1 510
ACTIF COURANT			
Clients et comptes rattachés	37 570	37 570	
Autres créances	2 233	2 233	
Charges constatées d'avance	516	516	
TOTAL ACTIF COURANT	40 319	40 319	0
PASSIF NON COURANT			
Emprunts et dettes financières (2)	270		270
TOTAL PASSIF NON COURANT	270		270
PASSIF COURANT			
Emprunts et dettes financières (2)	19 852	19 852	
Fournisseurs et comptes rattachés	20 340	20 340	
Dettes fiscales et sociales	3 268	3 268	
Autres dettes	1 993	1 993	
Produits constatés d'avance	12	12	
TOTAL PASSIF COURANT	45 465	45 465	0

(1) Titres de participation non consolidés (part de **0,08 %** dans la société Israélienne EPOS)

(2) A la clôture de l'exercice **2010**, le nominal restant à rembourser au titre des emprunts (Natixis **2 917 K €** et Caisse d'Epargne **911 K €** soit un total de **3 828 K €**). Au cours de l'exercice, **672 K €** ont fait l'objet d'un remboursement conformément à l'échéancier de ces deux emprunts.

La région Picardie a accordé un prêt de 300 K€ à taux zéro en février **2008**. Ce prêt est remboursable sur 6 ans par annuités constantes et avec un différé de remboursement d'un an. A la clôture de l'exercice **2010**, le nominal restant à rembourser est de 195 K€. Le remboursement effectué au cours de l'année est de **60 K €**

Une avance de **135 K €** a été consentie par OSEO à taux zéro. Le remboursement commencera en **2012**.

Les sociétés DESA et Intervalle ont eu recours à l'affacturage partiel :

- DESA depuis octobre **2009** et une extension en Août **2010** : la dette à la fin de l'exercice s'élève à **2 723 K €**.
- Intervalle depuis Août **2010** et la dette à la fin de l'exercice s'élève à **175 K €**.

5.6 Provisions

En K €

Rubrique	Solde d'ouverture	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	Changement de méthode	Variation de périmètre	Autre	Solde de clôture
Risques (1)	1 122	1 212	-361					1 973
Retraite	64							64
Stocks	3 578	3 438					64	7 080
Créances clients	1 885	1 860		-574			26	3 197
Autres créances		64						64
Total des provisions	6 649	6 574	-361	-574			90	12 378
Impact (Net des charges encourues)								
Résultat d'exploitation		4 647		-574				21
Résultat opérations non-récurrentes		1 927	-361					69

(1) Dont dotation aux provisions pour garantie sur les disques durs (570 K € au 31 décembre 2010)

Provision pour garantie des disques durs (activité discontinuée au 31 décembre 2010)

Sur une base historique et statistique, le groupe a démontré que les coûts relatifs au retour de produits sont compensés par les fournisseurs sur toutes les lignes de produits, excluant l'activité des disques durs :

- L'obligation a pour origine la vente des produits avant la date de clôture de l'exercice actant la discontinuité de cette activité
- L'estimation des coûts est rendue possible par l'existence de statistiques historiques. Le groupe a été en mesure d'établir une estimation probable des coûts directs et indirects associés à cette obligation au 31 décembre 2010
- L'échéance du remboursement ou du remplacement est cadrée dans le temps.

Cette provision concerne l'activité du pôle Europe de Dane-Elec. L'activité américaine du groupe (DE Corp) a été exclue du périmètre d'analyse, le chiffre d'affaires qu'elle a effectué sur cette activité étant marginal, autour de 1% du chiffre d'affaires de la filiale.

Le groupe a estimé cette provision en collectant et analysant toutes les données historiques enregistrées des retours de produits, en raison des défauts des produits. Ces retours sont rigoureusement répertoriés par filiale en Europe et en référence à une opération de vente parfaitement identifiée.

Afin de sécuriser l'approche globale et mieux la cadrer dans le temps, le groupe a ensuite croisé ces informations avec les avoirs émis constatés sur le premier trimestre 2011.

Une estimation de la provision SAV pour retours des produits disques durs a été ensuite arrêtée. Il a été tenu compte d'une certaine érosion dans le temps, associée à l'arrêt de l'activité et à la communication de cet arrêt au cours du dernier trimestre 2010. Cette provision a été passée dans les comptes de la société mère DEM considérant son rôle de holding et les traitements centraux progressivement mis en œuvre de ces processus de retours / SAV.

5.7 Dettes financières

En K€	Montant au 31/12/2009	Montant au 31/12/2010	A un an au plus	+ 1 an - 5 ans	+ 5 ans
PASSIF NON COURANT					
Comptes courants des associés					
Passifs liés aux contrats de location-financement	65				
Emprunts auprès des établissements de crédit	1 830	270		270	
TOTAL	1 895	270		270	
PASSIF COURANT					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	16 400	19 568	19 568		
Comptes courants passif	309	284	284		
Passifs liés aux contrats de location-financement	81				
TOTAL	16 790	19 852	19 852	0	0
TOTAL DES DETTES FINANCIERES	18 685	20 122	20 122	270	0

Les emprunts à plus d'un an à l'origine sont libellés en euros à des taux court terme basés sur l'indice Euribor 1 mois + 0,8% à hauteur de 5 million d'euros et Euribor 1 mois +1% à hauteur de 1.5 millions d'euros.

Les concours bancaires à moins d'un an à l'origine sont libellés en euros à des taux court terme variables basés sur l'indice EONIA JJ+ 0,8% et Euribor 3 mois + 0,70%.

5.8 Capitaux propres

5.8.1. Tableau de variation des capitaux propres

En K€	31/12/2010	31/12/2009
Capitaux propres initiaux	35 595	35 757
Augmentation de capital		
Titres de l'entreprise en autocontrôle		
Instruments financiers sur capitaux propres		
Prime d'émission		
Variation des réserves consolidées	1 519	-931
Résultat net consolidé	-21 147	771
Total Part du Groupe	15 969	35 597
Participations ne donnant pas le contrôle	-2	-2
Capitaux propres en fin de période	15 967	35 595

5.8.2 Composition du capital social

Le capital social de 8 179 018,56 Euros est divisé en 25 559 433 actions de 0,32 Euros chacune. Au cours de l'exercice, aucune augmentation de capital n'a eu lieu.

5.8.3 Actions auto-détenues

Le montant total des actions auto-détenues portées en diminution des capitaux propres consolidés ressort au 31 décembre 2010 à 2 189 340 euros.

5.8.4 Instruments de capitaux propres

Les BSAR sont considérés comme des instruments de capitaux propres.

La société Dane-Elec Memory a procédé à une émission d'actions à bons de souscription d'actions remboursables (ABSAR) le 14 juin 2006. Un total de 2 019 006 ABSAR a été émis à un prix unitaire de 3.95. Les bons de souscription d'actions remboursables (BSAR) peuvent être exercés à tout moment jusqu'au 11 juillet 2013 inclus. Deux BSAR donnent droit de recevoir une action nouvelle au prix d'exercice de 5,13 €.

Nombre de BSAR émis	2 019 006
Nombre de BSAR exercés en 2006	240
Nombre de BSAR exercés en 2007	60
Nombre de BSAR exercés en 2008	0
Nombre de BSAR exercés en 2009	0
Nombre de BSAR exercés en 2010	0
Nombre de BSAR restant	2 018 706

2 018 706 BSAR, instruments de capitaux propres, restent en circulation. Ils donnent droit à leurs détenteurs de souscrire 1 009 353 actions nouvelles.

5.9 Instruments financiers

Il n'y a aucun contrat d'achat de devise en cours au 31 décembre 2010.

6. Notes sur le l'état du résultat global consolidé

6.1 Autres produits et charges opérationnels

En K €	2010 (2)	2009 (1)
Autres produits et charges opérationnels	-2 574	7 898

(1) dont 8 087 K€ de Class Action et retraitement du Crédit d'Impôt Recherche 2009 (343 K €)
(2) dont -1 712 K€ de dépréciation de stocks et -1 221 K€ de charges de restructuration.

6.2 Résultat financier

En K €	2010	2009
Coût de l'endettement financier brut	-335	-228
Coût de l'endettement financier net	-335	-228
Résultat de change	76	-374
Autres Charges et Produits financiers	-190	-18
Dépréciation (Titres EPOS)	-825	
Autres produits et charges financières	-939	-392
Résultat financier	- 1 274	-620

6.3 Impôt sur les bénéfices

La charge / crédit d'impôt se décompose comme suit :

En K Euros	2010 (2)	2009
Impôt exigible (1)	25	-1 803
Impôt différé	0	0
Autres		4
Total de l'impôt sur les bénéfices	25	-1 799

(1) il provient principalement de la filiale Dane Corp. à hauteur de 1 552 K€ pour 2009.

(2) En 2010, le Crédit d'impôt recherche a été classé en « autres produits et charges non récurrents ». Il est retraité en 2009 pour assurer la comparabilité

La société mère forme un groupe d'intégration fiscale avec les filiales suivantes, situées en France : DANE- ELEC MEMORY, DANE-ELEC SA, DANE- ELEC DEVELOPPEMENT SARL, INTERVALLE SA et IDEAPACK SAS.

Compte tenu de la perte 2010, aucun impôt différé sur déficit n'a été reconnu.
Un total de 2 019 006 ABSAR a été émis à un prix unitaire de 3.95.

6.4 Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, ajusté des effets dilutifs des options de souscriptions si ces dernières sont significatives.

Sont présentées, ci-dessous, les informations sur les résultats et les actions ayant servi au calcul des résultats de base et dilué par action pour l'ensemble des activités :

En K €	2010	2009
Résultat net part groupe	-21 147 000	771 000
Bénéfice de base par action		
Nombre d'actions	25 559 427	25 559 427
Nombre de BSAR	2 018 706	2 018 706
Résultat par action	-0.83	0.03

Le résultat par action dilué est égal au résultat par action non dilué.

6.5 Ventilation de l'effectif moyen

	31/12/2010	31/12/2009
Cadres	57	58
Agents de maîtrise et employés	202	216
TOTAL	259	274

6.6 Rémunération des organes de direction et d'administration

Les rémunérations des deux dirigeants se sont élevées à un montant brut total de **644 776 €** au 31 décembre **2010**, dont aucune part variable, et y compris des avantages en nature qui se sont élevés à **33 021 €**.

A cette rémunération vient s'ajouter un salaire brut annuel par personne de **102 000 USD** versé par la filiale DE Corp, sans versement de part variable.

Par ailleurs, les dirigeants bénéficient d'une retraite complémentaire au titre l'article 83 du Code Général des Impôts avec versement sous forme de rente viagère d'un montant annuel de **33 235 € (16 617, 50 € par personne)**.

6.7 Parties liées

Comptes courants financiers

Au 31 décembre **2010**, les comptes courants des sociétés financières NB et DH sont de :

- Solde débiteur : 28 324 €
- Solde Créditeur : -177 320 €.

Au 31 décembre **2010**, les comptes courants SCI DANE 1 & SCI DANE 2 sont de :

- Solde débiteur 19 807 €
- Solde créditeur -100 961 €.

Prêts

Pour les prêts aux dirigeants, le solde dû à Dane-Elec Corporation est de **200K \$** soit **150 K €**

7. Obligations contractuelles

Les obligations contractuelles sont des engagements relatifs aux contrats de location simple, soit de contrats immobiliers, ainsi que des engagements en matière de crédit-bail, de location financement.

Engagements (en K€)	Moins d'1 an	+1 an -5 ans	+ 5 ans
Locations	721	1 924	338
Crédit bail	0	0	0

8. Engagements hors bilan

Date d'effet	Entités concernées	Fournisseurs / tiers partie	Nature	Montant	Date de fin de garantie
26-janv.-10	Intervalle	Netgear	Garantie Fournisseur par la maison mère	\$ 800.000	25-janv.-11
1-janv.-10	Intervalle	Dell	Garantie fournisseur par la maison mère	€ 800.000	31-déc.-10
1-juil.-10	Dane Corp.	Toshiba	Garantie Fournisseur par la maison mère	\$ 3.000 000	1-juil.-11
17-mai-10	Dane Corp.	Cathay Bank	Garantie maison mère pour lettre de crédit bancaire DE Corp	\$ 4.000 000	31-mai-11
9-mars-09	Dane Manufacturing	Samsung	Dépôt par la maison mère	\$ 950.000	indéterminée
28-Oct-10	Dane Elec Memory SA	Douanes Le Havre	Caution	€31 937	indéterminée

Information relative aux honoraires des commissaires aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2010

(En milliers d'euros)	Ernst & Young		A4 Partners (2)		Autres	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009
Commissariat aux comptes						
<i>Audit statutaire, certification, révision des états financiers de la Société et du Groupe</i>						
Emetteur (1)	46	60	26	23	-	-
Filiales intégralement consolidées	201	117	-	-	-	83
<i>Autres missions et services directement liés à la mission de commissariat aux comptes</i>						
Emetteur	-	-	-	2	-	-
Filiales intégralement consolidées	7	3	-	-	-	5
Sous-total	254	180	26	25	-	88
<i>Autres services rendus par le réseau et des filiales intégralement consolidées</i>						
Prestation juridiques, fiscales et sociales	-	-	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-	-	-
Total	254	180	26	25	-	88

(1) L'émetteur désigne la société mère.

(2) Olivier Marion a été remplacé par son suppléant A4 Partners au cours de l'année 2010.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2010

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Dane-Elec Memory, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

- **I. Opinion sur les comptes consolidés**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude relative à la continuité d'exploitation subordonnée à l'aboutissement des discussions avec les partenaires financiers et à la réussite du plan de retournement initié début 2011 tel qu'exposé dans la note 2.1 de l'annexe.

- **II. Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 3.6 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation et à la dépréciation des stocks. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application. Par ailleurs, nous avons apprécié les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations retenues pour la dépréciation des stocks et revu les calculs effectués par la société. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

- **III. Vérification spécifique**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés dans la première partie de ce rapport, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris et Paris-La Défense, le 29 avril 2011

Les Commissaires aux Comptes

A4 PARTNERS

Marc Luccioni

ERNST & YOUNG Audit

Nathalie Cordebar

3 - COMPTES SOCIAUX

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2010 : ACTIF

(en euros)	BRUT	AMORTISSEMENT et DEPRECIATION	NET 31/12/10	NET 31/12/09
ACTIF IMMOBILISE				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	101 237	98 537	2 700	7 177
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
INSTALLATIONS MAT. IND. ET TECHN.	49 580	46 395	3 185	5 388
AUTRES IMMOS CORPORELLES	163 276	109 140	54 136	80 249
IMMOBILISATIONS EN COURS				
AVANCES ET ACOMPTES	0	0	0	15 600
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
PARTICIPATIONS	35 016 661	15 403 933	19 612 728	25 474 361
PRETS ET CREANCES	5 172 319		5 172 319	5 761 301
AUTRES IMMOS FINANCIERES	775 936		775 936	35 608
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	41 279 009	15 658 005	25 621 004	31 379 684
ACTIF CIRCULANT				
STOCKS DE MARCHANDISES	7 513 679	3 222 453	4 291 226	7 730 404
AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDE				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	4 310 345	219 745	4 090 600	8 920 648
AUTRES CREANCES	33 380 066	19 875 860	13 504 206	13 874 488
DISPONIBILITES	1 138 266		1 138 266	4 302 518
TOTAL ACTIF CIRCULANT	46 342 356	23 318 058	23 024 298	34 828 058
COMPTES DE REGULARISATION				
CHARGES CONSTATEES D' AVANCE	48 977		48 977	48 240
ECARTS DE CONVERSION ACTIF	1 771 055		1 771 055	2 095 582
TOTAL DE L'ACTIF	89 441 397	38 976 063	50 465 334	68 351 564

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2010 : PASSIF

(en euros)	31/12/2010	31/12/2009
CAPITAL	8 179 019	8 179 019
PRIME D'EMISSION	15 286 660	15 286 660
RESERVE LEGALE	815 848	794 799
AUTRES RESERVES	10 367	10 367
REPORT A NOUVEAU	9 564 540	9 164 598
RESULTAT DE L'EXERCICE	-21 306 190	420 992
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	12 550 244	33 856 435
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	3 426 149	2 985 313
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	3 426 149	2 985 313
EMPRUNTS ET DETTES (Ets de crédit)	14 588 727	14 046 403
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	9 946 091	10 765 507
DETTES FOURNISSEURS/COMPTES RATTACHES	5 726 435	5 137 359
DETTES FISCALES ET SOCIALES	850 834	822 738
DETTES SUR IMMOBILISATIONS		
AUTRES DETTES	2 492 214	175 768
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	0	20 877
TOTAL DETTES	33 604 301	30 968 652
ECARTS DE CONVERSION PASSIF	884 640	541 164
TOTAL DU PASSIF	50 465 334	68 351 564

COMPTE DE RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2010

(en €)	2 010	2 009
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	63 102 771	75 774 830
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	6 250	
REPRISE SUR AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET TRANSFERTS DE CHARGES	118 122	425 255
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	36 781	2 755 340
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	63 263 924	78 955 425
CHARGES D'EXPLOITATION		
ACHATS DE MARCHANDISES	58 633 478	64 683 935
VARIATION DE STOCK	1 394 874	4 335 411
ACHATS MATIERES PREMIERES		
AUTRES ACHATS/CHARGES EXTERNES	7 866 637	5 427 871
IMPOTS ET TAXES	239 389	214 978
SALAIRES ET TRAITEMENTS	2 228 159	2 057 578
CHARGES SOCIALES	992 744	927 490
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	32 794	49 284
DEPRECIATIONS D'ACTIF CIRCULANT	6 002 245	2 693 542
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	996 780	261 264
AUTRES CHARGES	710 538	815 470
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	79 097 638	81 466 823
RESULTAT D'EXPLOITATION	-15 833 714	-2 511 398
PRODUITS FINANCIERS		
PRODUITS FINANCIERS D'EXPLOITATION	653 087	846 225
AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	110 905	60 266
REPRISES SUR PROVISIONS/TRANSFERTS DE CHARGES	2 469 838	3 814 452
DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE	2 068 542	1 562 278
PRODUITS NETS / CESSIONS VALEURS MOBILIERES		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	5 302 372	6 283 221
CHARGES FINANCIERES		
DOTATIONS FINANCIERES AMORT. ET PROVISIONS	8 006 916	2 531 348
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	489 421	522 405
DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE	2 520 532	2 209 247
CHARGES NETTES / CESSIONS VALEURS MOBILIERES		
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES	11 016 869	5 263 000
RESULTAT FINANCIER	-5 714 497	1 020 221
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-21 548 211	-1 491 177
PRODUITS EXCEPTIONNELS	248 348	2 085 217
CHARGES EXCEPTIONNELLES	144 732	527 719
RESULTAT EXCEPTIONNEL	103 616	1 557 498
IMPOTS SUR LES BENEFICES CHARGES / (CREDITS)	-138 405	-354 671
TOTAL DES PRODUITS	68 814 644	87 323 863
TOTAL DES CHARGES	90 120 834	86 902 871
BENEFICE OU PERTE	-21 306 190	420 992

ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX 2010

Dane-Elec Memory est cotée depuis 1997 à l'Euronext Paris (Eurolist compartiment C)

1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Règlement 99-03 du CRC relatif au Plan Comptable Général réécrit.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- ⇒ **Permanence des règles et méthodes d'un exercice à l'autre**
- ⇒ **Séparation des exercices**
- ⇒ **Continuité d'exploitation**

Les chiffres sont exprimés en milliers d'euros.

1.1 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire, en fonction de la durée normale d'utilisation.

Les principales durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

• Logiciels	1 an
• Installations générales et mobilier	10 ans
• Matériel et outillage	5 ans
• Matériel de transport	4 ans
• Matériel de bureau	5 ans

1.2 IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les titres de participation sont inscrits pour leur coût d'acquisition.

La valeur d'inventaire des titres est déterminée en fonction de plusieurs éléments d'appréciation tels que l'actif net à la clôture de l'exercice des sociétés concernées, leur niveau de rentabilité, leurs perspectives d'avenir et leur valeur d'utilité pour le Groupe.

Lorsque la valeur d'inventaire individuelle de ces participations devient inférieure à la valeur d'acquisition, une provision pour dépréciation est constituée à hauteur de la différence.

Sont comptabilisés en immobilisations financières les titres d'autocontrôle. L'achat par la société de ses propres actions est autorisée par l'assemblée générale ordinaire du 10 décembre 2004 et du 11 mai 2007, conformément à l'article L 225-209 et suivants du code de commerce.

1.3 STOCKS

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen unitaire pondéré.

Le groupe a procédé en **2010** à une revue stratégique complète de ses activités industrielles et commerciales.

Sur la base de résultats en perte récurrente et jugeant son potentiel de développement rentable notoirement insuffisant, comme annoncé en décembre **2010**, le Groupe a pris la décision stratégique de se désengager du marché du disque dur multimédia à l'exception des produits innovants de la famille my-Ditto.

Cette discontinuité de l'activité des disques durs classiques a eu un impact important sur la réorganisation du site industriel en Irlande et s'est en outre traduite par un complément de dépréciation des stocks pour cette activité, soit un impact de **- 1 245 K €** pour DEM au 31 décembre **2010**.

Conjointement, des actions de rationalisation de gamme et de resserrement du portefeuille produits ont été menées. Dane-Elec Memory se focalise dorénavant sur une gamme restreinte et compétitive de produits (cartes mémoires Flash, clés USB, barrettes mémoires Dram, baladeurs multimédia). Le catalogue des produits a été recentré sur les meilleures références. Le nombre de produits en stock a été fortement réduit (seulement **50%** des références), l'approvisionnement au fil de l'eau (« onDemand ») est désormais privilégié.

Ces actions se sont traduites par un impact de dépréciation de **- 799 K €** des stocks des activités du cœur de métier historique de DEM (en sus donc de l'activité des disques durs classiques). Cet impact est pour l'essentiel un effet non-récurrent, bien plus important qu'il ne l'aurait été dans un contexte stabilisé de ces mêmes activités.

La dépréciation de stocks a été menée référence par référence, en tenant compte du prix de marché, des perspectives de vente et du risque lié à l'obsolescence.

1.4 CREANCES ET DETTES

Dane-Elec bénéficie d'un portefeuille clients de qualité. Initialisée fin 2009 sur sa principale filiale de distribution en France, le groupe a étendu la mobilisation de créances sur ses deux filiales de distribution françaises, durant l'été 2010.

Les créances et dettes en euros sont valorisées à leur valeur nominale.

La politique du Groupe est d'assurer toutes ses créances systématiquement auprès d'une compagnie d'assurance crédit. Conjointement et considérant ce contexte plus exigeant, le groupe a mené à bien sa réflexion sur un nouveau programme d'assurance crédit. Ce nouveau programme est implanté au sein du groupe depuis le 1^{er} Janvier 2011 en Europe. Le groupe anticipe à la fois une capacité supplémentaire de couverture des risques quels que soient ses marchés, mais également un soutien sera plus important sur ses futurs débouchés commerciaux à l'international.

Les créances sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte du risque net de non recouvrement, compte tenu de la partie non indemnisable par une police d'assurance crédit.

En 2010, l'appréciation des risques dans l'environnement européen a été généralement marquée par de plus fortes tensions sur chacun des marchés du groupe. Même si le groupe a accéléré le recouvrement de ses créances, pratiquement dans toutes les régions, elle s'est concrétisée au 31 décembre par une dépréciation plus importante de créances.

La méthode de dépréciation appliquée est 100 % des créances HT de plus de 360 jours, 50 % des créances HT de plus de 180 jours et 25 % des créances HT de plus de 90 jours. Ceci à l'exclusion de cas particulier individualisés.

1.5 CREANCES ET DETTES EN MONNAIES ETRANGERES

Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties et comptabilisés en monnaie nationale sur la base du dernier cours de change.

Lorsque l'application du taux de conversion à la date d'arrêté des comptes a pour effet de modifier les montants en monnaie nationale précédemment comptabilisés, les différences de conversion sont inscrites à des comptes transitoires, en attente de régulations ultérieures :

- à l'actif du bilan lorsque la différence correspond à une perte latente,
- au passif du bilan lorsque la différence correspond à un gain latent.

Les gains latents n'interviennent pas dans la formation du résultat.

Les pertes latentes entraînent en revanche, la constitution d'une provision pour pertes de change.

1.6 VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées selon leur valeur liquidative en fin de période. Une provision pour dépréciation est passée si nécessaire.

1.7 CONTRATS A TERME ET INSTRUMENTS FINANCIERS

Opérations à terme sur les devises

Nature du risque

La société réalise des opérations commerciales libellées en devises, et à ce titre, est exposée au risque de variation des cours de change.

La société est exposée aux risques de change, la grande majorité de ses fournisseurs stratégiques devant être payés en dollars américains.

Afin de réduire son exposition aux risques de fluctuation des cours de change, la société a mis en place une planification rigoureuse de ses achats, en particulier auprès de ces fournisseurs. Elle procède à des couvertures par des achats comptants.

Sur 2010, elle n'a pas procédé à des couvertures d'achats de devises à terme.

La société s'inscrit dans une perspective qui doit lui permettre de procéder dès 2011 à des achats de devises à terme, dans un contexte de planification certaine pour des livraisons certaines. En effet, la société s'interdit d'exploiter ses positions de change à des fins spéculatives. Les achats de devises sont négociés auprès d'établissements de premier plan.

1.8 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC 2000-06, sont destinées à couvrir les risques et charges que les événements en cours survenus rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation, l'échéance ou le montant sont incertains.

Provision pour litiges

La société fait face à des litiges ponctuels et par principe provisionne à hauteur de l'appréciation des risques à la clôture de l'exercice. Elle collecte et analyse toutes les informations à sa disposition, en fonction du stade de maturité de l'événement et de la connaissance induite par cet événement au travers des échanges d'informations de tous ordres entre les parties prenantes, les cas équivalents d'expérience et toutes données jugées utiles pour les hypothèses et le raisonnement associés.

L'estimation du montant figurant en provision correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que Dane-Elec Memory devra supporter pour remplir son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; une information en annexe est alors fournie. Du fait des incertitudes inhérentes aux risques supportés, les provisions sont estimées sur la base des informations disponibles à la date d'évaluation.

Provision pour garantie des disques durs (activité discontinuée au 31 décembre 2010)

Sur une base historique et statistique, la société a démontré que les coûts relatifs au retour de produits sont compensés par les fournisseurs sur toutes les lignes de produits, excluant l'activité des disques durs classiques :

- L'obligation a pour origine la vente des produits avant la date de clôture de l'exercice actant la discontinuité de cette activité
- L'estimation des coûts est rendue possible par l'existence de statistiques historiques. Le groupe a été en mesure d'établir une estimation probable des coûts directs et indirects associés à cette obligation au 31 décembre 2010
- L'échéance du remboursement ou du remplacement est cadrée dans le temps.

Cette provision concerne l'activité du pôle Europe du groupe Dane-Elec. L'activité américaine du groupe (DE Corp) a été exclue du périmètre d'analyse, le chiffre d'affaires qu'elle a effectué sur cette activité étant marginal, autour de 1% du chiffre d'affaires de la filiale.

Le groupe a estimé cette provision en collectant et analysant toutes les données historiques enregistrées des retours de produits, en raison des défauts des produits. Ces retours sont rigoureusement répertoriés par filiale en Europe et en référence à une opération de vente parfaitement identifiée.

Afin de sécuriser l'approche globale et mieux la cadrer dans le temps, le groupe a ensuite croisé ces informations avec les avoirs émis constatés sur le premier trimestre 2011.

Une estimation de la provision SAV pour retours des produits disques durs a été ensuite arrêtée, qui a tenu compte d'une certaine érosion dans le temps, associée à l'arrêt de l'activité et à la communication de cet arrêt au cours du dernier trimestre 2010. Cette provision a été passée dans les comptes de la société DEM considérant son rôle de holding et les traitements centraux progressivement mis en œuvre de ces processus de retours / SAV.

2. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

2.1. Faits marquants de l'exercice

Grâce à la mobilisation de l'ensemble des forces vives du Groupe durant la revue stratégique réalisée au second semestre 2010, Dane-Elec Memory table désormais sur une exécution rapide de son plan de revitalisation.

Tout au long de l'année 2010, le groupe Dane-Elec a pu constater combien le soutien de ses partenaires de tous ordres et de ses fournisseurs est fort ce qui est un aussi vecteur essentiel de son activité.

Les partenaires financiers ont également maintenu leur soutien. Les négociations engagées en 2010 se poursuivent en vue de finaliser les nouvelles modalités d'accompagnement de Dane-Elec Memory à court et moyen terme. Le Groupe considère que ces négociations devraient aboutir.

Les fonds propres sont importants. La situation de trésorerie est maîtrisée et assise sur un processus de planification interne durable. Les besoins en financement à court terme et les coûts de restructuration seront essentiellement couverts par l'impact positif de la forte réduction du besoin en fonds de roulement. A titre d'exemple, l'objectif est de ramener le niveau normatif de stock à 30 jours de chiffre d'affaires. Dane-Elec Memory n'a pas de besoin identifié de financement additionnel à court terme.

La société considère que ses négociations en cours et le plan de retournement devraient pérenniser les moyens de financement de ses opérations et de son développement. Dans ce contexte, les états financiers ont été préparés sous le principe de continuité de l'exploitation.

Un contrôle fiscal portant sur les exercices 2006 à 2007 est actuellement en cours au sein de la société.

Comme indiqué au paragraphe 1.3 ci-dessus, le groupe a décidé de discontinuer l'activité des disques durs classiques (à l'exception des produits innovants de la famille my-Ditto) en fin d'année 2010.

2.2. Evénements postérieurs à la clôture

Le groupe met en œuvre depuis le 1^{er} Janvier 2011 les différents axes de son plan de retournement qualifié fin 2010, en particulier :

- Réduction significative de l'effectif est intervenue en Irlande sur le site industriel du groupe d'assemblage et d'intégration des disques durs classiques, activité discontinuée fin 2010 (l'effectif à fin Mars 2011 est de 23 personnes contre 60 personnes à fin Décembre 2010)
- Réduction d'effectif est également intervenue chez Dane-ElecE Corporation (3 personnes) ainsi que chez Intervalle (3 personnes)
- Réorganisation est en cours de mise en œuvre sur le premier semestre 2011 au sein de toutes les entités filiales en Europe, concentrant les forces commerciales et recentrant les activités de « back-office » en France, de pair avec la restructuration juridique et la mise en place de la facturation directe depuis la société holding
- Une unité économique et sociale (UES) a été constituée avec les sociétés DEM, DED et DESA dans le contexte de la réflexion de réorganisation en cours au niveau du groupe et en particulier relativement aux activités en France. Des discussions ont ainsi été engagées avec les partenaires sociaux sur le projet de réorganisation en France
- Poursuite de la restructuration de l'activité logistique.

Le travail sur les processus au sein du groupe afin de soutenir les changements profonds du modèle d'activité sont également en cours (facturation directe, planification et contrôle de gestion,.....).

3. NOTES SUR LE BILAN

3.1 ACTIF IMMOBILISE

▪ Valeur brute

En K €	31/12/2009	Augmentation	Diminution	31/12/2010
Immobilisations Incorporelles	101			101
Immobilisations Corporelles				
Installations générales	98			98
Matériel et outillage	49			49
Matériel de transport	0			0
Mobiliers, matériels de bureau et informatiques	65			65
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations	16		16	
Sous-Total	228		16	212
Immobilisations Financières				
Participations	31 907			31 907
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	921			921
Titres d'autocontrôle	2 189			2 189
Prêts et autres	5 796	750	598	5 948
Sous-Total	40 813	750	598	40 965
TOTAL DES IMMOBILISATIONS	41 142	750	614	41 278

La diminution des prêts de 598 K€ correspond principalement au remboursement du prêt De Corp (pour 1 000 KUSD) et des différences de change constatées sur cette créance ainsi que sur le prêt avec l'Irlande.

Au 31 décembre 2010, la société détient des titres d'autocontrôle pour 1 020 156 actions.

▪ Amortissements et dépréciations

En K €	31/12/2009	Augmentation	Diminution	31/12/2010
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	94	5		99
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Installations générales	39	14		53
Matériel et outillage	44	2		46
Matériel de transport				
Mobiliers, matériels de bureau et informatiques	44	12		56
SOUS TOTAL	127	28	0	155
Immobilisations Financières				
Participations	8 635	4 462	7	13 090
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	95	825		920
Titres d'autocontrôle	812	582		1 394
Prêts et autres				
Sous-Total	9 542	5 869	7	15 404
TOTAL DES AMORTISSEMENTS ET PROV.	9 763	5 902	7	15 658

3.2 STOCKS

En K €	31/12/2009	31/12/2010
VALEURS BRUTES	8 908	7 514
DEPRECIATIONS	1 178	3 222
TOTAL VALEUR NETTE	7 730	4 292

3.3 ETAT DES PROVISIONS

En K €	31/12/2009	Dotation	Reprise (provision utilisée)	Reprise (provision non utilisée)	31/12/2010
RISQUES ET CHARGES					
Provision pour risque de change	2 096	1 771		2 096	1 771
Risques divers (1)	890	996		231	1 655
SOUS TOTAL	2 986	2 767	0	2 327	3 426
DEPRECIATIONS					
Dépréciation sur titres	8 635	4 461		7	13 089
Dépréciation sur prêts	0				0
Dépréciation sur titres d'autocontrôle	812	949		367	1 394
Dépréciation sur titres EPOS	95	826			921
Dépréciation sur créances	178	42			220
Dépréciation sur stocks	1 178	2 044			3 222
Dépréciation sur compte courant	16 077	3 916	117		19 876
SOUS TOTAL	26 975	12 238	117	374	38 722
TOTAL DES PROVISIONS ET DEPRECIATIONS	29 961	15 005	117	2 701	42 148

(1) Dont 570 au titre de la provision pour garantie pour SAV sur les disques durs classiques

Dépréciation des titres de participation :

Le groupe Dane-Elec Memory a décidé de rapporter strictement au 31 décembre **2010** la valeur des titres détenus au sein de sociétés Intervalle et DE Corp à la situation nette de clôture des filiales.

Cette approche a été décidée sans préjuger du retournement en cours de mise en œuvre au sein du groupe. En particulier, la filiale DE Corp a démontré en **2010** sa capacité à retrouver un exercice positif après les tensions rencontrées en 2009. Cependant il a paru important de rester cohérent dans cette approche du groupe par rapport à la valorisation des titres détenus. Une dépréciation a ainsi été constatée pour chacune de ces participations.

Quant à EPOS, les titres ont été dépréciés à **100%**, considérant le risque associé à une société technologique.

Les dotations effectuées se sont élevées à hauteur de **4,5 M €** au titre de **2010** par rapport à **2.3 M €** au titre de 2009 (et **8,4 M €** au titre de 2008).

Cette dépréciation complémentaire sur les titres comptabilisée pour un montant de **4 461 K€** concerne :

Dane-Elec Corp.	1 960 K€
Intervalle	2471 K€
Dubai	30 K€

Une reprise de 7 K€ été enregistrée sur Idéapack

Dépréciations sur comptes courants :

Des dépréciations complémentaires pour un montant de 3 916 K€ ont été enregistrées sur les comptes courants pour les filiales suivantes:

DANE ELEC UK	1 063 K€
DANE ELEC ITALIA	32 K€
DANE ELEC SPAIN	1 258 K€
DANE ELEC GMBH	103K€
DANE ELEC BELGIUM	237K€
DANE ELEC DANEMARK	182K€
DANE ELEC ISRAEL	265K€
DANE ELEC BV	590K€
DANE ELEC MEMORY CORP.(TAIWAN)	123K€
DUBAI	63 K€

Une reprise a été enregistrée pour un montant de 117 K€ concernant la Chine.

Impact (net des charges encourues)

En K €	Dotations	Reprises
Résultat d'exploitation	6 999	117
Résultat financier	8 006	2 470
Résultat exceptionnel		231
TOTAL	15 005	2 818

3.4 ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES

En K €	Montant au 31/12/10	A un an au plus	A plus d'un an
AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	8 137		8 137
ACTIF CIRCULANT			
Clients et comptes rattachés	4 310	4 310	0
Autres créances	33 381	33 381	
COMPTES DE REGULARISATION ACTIF			
Charges constatées d'avance	49	49	
TOTAL CREANCES	47 085	39 092	7 993
DETTES			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	14 589	14 589	
Emprunts et dettes financières divers	9 946	9 676	270
Fournisseurs et comptes rattachés	5 726	5 726	
Dettes fiscales et sociales	851	851	
Autres dettes	2 492	2 492	
COMPTES DE REGULARISATION PASSIF			
Produits constatés d'avance	0	0	
TOTAL DETTES	33 604	33 334	270

3.5 DISPONIBILITES

En K€	31/12/2009	31/12/2010
Comptes courants bancaires	4 303	1 138
TOTAL DES DISPONIBILITES	4 303	1 138

3.6 DETTES FINANCIERES

En K€	31/12/2010	A un an au plus	+ 1 an - 5 ans	+ 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	14 589	14 589		
Emprunt divers - Région Picardie	195	60	135	
Oséo	135		135	
Comptes courants des filiales	9 464	9 464		
Comptes courants des associés	152	152	0	
TOTAL	24 535	24 265	270	

Les emprunts sont libellés en euros à des taux court terme basés sur l'indice Euribor 1 mois + 0.8 % à hauteur de 2.9 millions d'euros et Euribor 1 mois + 1 % à hauteur de 0.9 millions d'euros.

Les concours bancaires à moins d'un an à l'origine sont libellés en euros à des taux court terme variables basés sur l'indice Eonia JJ + 0.80 % et Euribor 3 mois + 0.7 %.

La société assure une politique de couverture sur le risque de taux, à partir du moment où celle-ci estime qu'elle est nécessaire.

3.7 FILIALES ET PARTICIPATION

▪ Liste des filiales et participations

EN K€	INFORMATIONS FINANCIERES AU 31/12/2010				
Renseignements détaillés sur chaque filiale et participation dont la valeur excède 1% du capital de la société astreinte à la publication	Capital	Capitaux propres autre que le capital	Quote-part du capital détenue	Chiffre d'affaires Comptes sociaux	Résultat net
FILIALES (détenues à plus de 50%)					
Dane Elec SA, Bagnolet, France	1 583	1 185	99,99%	33 030	-1 621
Dane Elec LTD, Surrey, ROYAUME-UNIS	234	-2 963	99,80%	5 046	-1 018
Dane Elec Belgium bv, Bruxelles, BELGIQUE	62	-770	99,84%	3 444	-237
Dane Elec GmbH, Munich, ALLEMAGNE	26	-1 972	96,00%	0	-107
Dane Memories, Ijssel, PAYS-BAS	90	-4 866	99,99%	4 974	-588
Intervalle SA, Bagnolet, France	1 339	-51	99,85%	9 021	-750
Dane Elec DK, Copenhagen, DANEMARK	27	-853	99,00%	781	-185
Dane Elec Italia SRL, Rome, Italie	10	-732	100,00%	0	-32
Dane Elec Développement SARL, Bagnolet, FRANCE	8	-5	99,60%	357	0
Dane-Elec Manufacturing, Galway, IRLANDE	323	2 446	99,80%	29 360	-2 761
Dane Elec Corp., Irvine, USA	13 471	1 607	100,00%	94 092	94
Dane Elec Memory Asia LTD, Hong Kong	0	352	98,00%	47	-104
Dane Elec Memory Taiwan Company, TAIWAN	23	-147	100,00%	5 647	-125
Dane Elec Memory China Company LTD, CHINE	331	-332	100,00%	34	128
Dane Elec Spain, Espagne	3	-4 161	97,42%	8 659	-1 291
Dane Elec Israël,	0	-1 875	98,00%	1 789	-26
IDEAPACK SAS, MARLE	349	93	100,00%	1 221	7
ICN, Bagnolet, France	38	-2963	70,00%	0	-1
Dane Elec Middle East FZE, DUBAI	203	-266	100,00%	241	-96
PARTICIPATIONS (détenues entre 10 et 50%)					
SCI DANE, Bagnolet, France	0,3	63	10,00%		
SCI DANE 2, Bagnolet, France	0,3	69	10,00%		

Filiales (détenues à plus de 50%) En K€	Valeur comptable brute des titres	Valeur comptable nette des titres	Montant brut des prêts accordés	Montant net des prêts accordés
Dane Elec SA, Bagnolet, France	1 608	1 608		
Dane Elec LTD, ROYAUME-UNIS	253	0	3 833	1 108
Dane Elec N.V., Belgique	59	0	1 598	891
Dane Elec GmbH, Allemagne	25	0	1 963	95
Dane 6elec APS, PAYS-BAS	957	0	5 034	986
Intervalle SA, Bagnolet, France	3 758	1 286		0
Dane Elec DK, DANEMARK	44	0	1 011	193
Dane Elec Italia SPL, Italie	10	0	737	15
Dane Elec Dév. SARL, Bagnolet, FRANCE	8	3	0	0
Dane-Elec Manufacturing, IRLANDE	398	398	0	0
Dane Elec Corp., USA	23 661	15 079	5 824	5824
ICN, Bagnolet, France	27	0	2 924	0
Dane Elec Memory China LTD, CHINE	299	0	0	0
Dane Elec Spain, Espagne	3	0	6 674	2 633
Ideapack SAS, Marle, France	600	442	48	48
Dane Elec Memory Taiwan company, TAIWAN	24	0	298	175
Dane Elec Middle East, FZE, Dubaï, EAU	172	0	196	133
Dane Elec Israël			2 385	548
TOTAL	31 906	18 816	32 525	12 649

▪ **Éléments concernant les entreprises liées et les participations**

2010 POSTES	MONTANT CONCERNANT LES ENTREPRISES - en K€	
	Liées	Avec lesquelles la société a un lien de participation
Avances et acomptes sur immobilisations	-	-
Participations	31 906	921
Créances rattachées à des participations	-	-
Prêts	5 172	-
Avances et acomptes versés	-	-
Créances clients et comptes rattachés	2 450	-
Autres créances	32 525	51
Charges constatées d'avance	0	-
Capital souscrit appelé non versé	-	-
Emprunts obligataires convertibles	-	-
Autres emprunts obligataires	-	-
Emprunts et dettes auprès Ets Crédit	-	-
Emprunts et dettes financières divers	9 464	152
Avances et acomptes reçus	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 863	-
Dettes sur immo. et comptes rattachés	-	-
Autres dettes	894	-
Produits de participation	-	-
Autres produits financiers	760	1
Charges financières	233	-
Charges exceptionnelles	-	-

Parties liées

Comptes courants financiers

Au 31 décembre 2010, les comptes courants des sociétés financières NB et DH sont de :

- Solde débiteur : 28 324 €
- Solde Crédeur : -177 320 €.

Au 31 décembre 2010, les comptes courants SCI DANE 1 & SCI DANE 2 sont de :

- Solde débiteur 19 807 €

3.8 CAPITAUX PROPRES

▪ **Variation des capitaux propres**

En K€	31/12/2009	Augmentation	Diminution	31/12/2010
Capital	8 179			8 179
Primes d'émission	15 287			15 287
Réserve légale	795	21		816
Réserve des plus-values à long terme	0			0
Autres réserves	10			10
Report à nouveau	9 164	400		9 564
Résultat	421	-421	-21 306	-21 306
TOTAL CAPITAUX PROPRES	33 856	0	-21 306	12 550

▪ **Composition du capital social**

Le capital social est composé de 25 559 433 actions d'une valeur nominale de 0,32 euros chacune.

3.9 AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION

En K Euros	31/12/2009	31/12/2010
Produits à recevoir :		
Clients - Factures à établir	29	86
Fournisseurs - Avoirs à recevoir	49	5
État - Crédit d'impôt recherche	344	139
État - Crédit d'impôt apprentissage	4	4
TOTAL	426	234
Charges à payer :		
Banque - Intérêts courus	35	39
Fournisseurs - Factures non parvenues	660	1 031
Dettes fiscales et sociales	822	851
Clients - Avoirs à établir	0	894
TOTAL	1 517	1 693
Charges constatées d'avance :	48	49
Produits constatés d'avance :	21	0

3.10 ENGAGEMENTS HORS BILAN

▪ Engagements financiers

Engagements donnés :

Date d'effet	Entités concernées	Fournisseurs / tiers partie	Nature	Montant	Date de fin de garantie
26-janv.-10	Intervalle	Netgear	Garantie Fournisseur par la maison mère	\$ 800.000	25-janv.-11
1-janv.-10	Intervalle	Dell	Garantie fournisseur par la maison mère	€ 800.000	31-déc.-10
1-juil.-10	Dane Corp.	Toshiba	Garantie Fournisseur par la maison mère	\$ 3.000 000	1-juil.-11
17-mai-10	Dane Corp.	Cathay Bank	Garantie maison mère pour lettre de crédit bancaire DE Corp	\$ 4.000 000	31-mai-11
9-mars-09	Dane Manufacturing	Samsung	Dépôt par la maison mère	\$ 950.000	indéterminée
28-Oct-10	Dane Elec Memory SA	Douanes Le Havre	Caution	€31 937	indéterminée

La société ne disposait pas d'achats à terme en cours au 31 décembre 2010.

Engagements donnés auprès des filiales :

Abandon de créance avec retour à meilleure fortune **2 632** Dane-Elec GmbH
 Abandon de créance avec retour à meilleure fortune **890** Dane-Elec BV
 Abandon de créance avec retour à meilleure fortune **2 797** Dane-Elec Limited soit 2 400 K GBP

▪ Effets escomptés non échus

Il n'y a pas d'effets escomptés non échus au 31/12/2010.

▪ Engagements en matière de crédit-bail

Au 31 décembre **2010** la société ne dispose plus d'aucun contrat de crédit bail sur véhicules.

▪ Engagements de retraite

Les engagements en matière d'indemnités de départ en retraite sont comptabilisés uniquement dans les comptes consolidés. La société a souscrit un contrat de régime à prestation définie. Il reste la somme de **17 K€** à considérer comme étant un engagement hors bilan.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- table de mortalité :	TF00-02
- taux d'actualisation :	4%
- taux d'évolution des salaires :	2%
- Age théorique de départ :	65 ans
- Taux de turnover :	5%

▪ Le Droit Individuel de Formation (DIF)

Le droit individuel à la formation permet aux salariés sous contrat à durée indéterminée – à temps plein ou à temps partiel- ou sous contrat à durée déterminée d'acquérir des heures de formation par année civile, et ce, au prorata temporis du temps de présence.

Pour l'année 2004, les salariés justifiant d'un an d'ancienneté à la date du 6 mai 2004 bénéficient d'un droit individuel de 14 heures.

A compter de l'année 2005 et pour les années civiles suivantes, le droit individuel de 21 heures s'acquiert sur l'année civile.

Au 31 décembre 2010, le nombre d'heures de DIF acquis est de 1 596 heures.

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

4.1 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES NET

Par zone géographique :

En K Euros	2009	2010
France	30 067	27 767
Union Européenne (Hors France)	38 100	32 280
États-Unis	954	1 142
Reste du monde	6 654	1 914
Total chiffre d'affaires net	75 775	63 103

4.2 RESULTAT FINANCIER

en K €	2009	2010
Produits financiers		
Revenues des participations	12	
Produits d'intérêts sur prêts interco.	506	111
Produits d'intérêts sur comptes courants interco.	371	653
Autres intérêts	0	
Escomptes obtenus	17	
Revenu des VMP	0	
Gains de change	1 563	2069
Reprises sur provisions risques et charges financières	3 814	2470
Total des produits financiers	6 283	5 303
Charges financières		
Charges d'Intérêts sur comptes courants interco.	265	252
Charges d'Intérêts sur comptes courants bancaires	257	233
Escomptes accordés		5
Pertes de changes	2 209	2 521
Pertes sue cessions de VMP		
Dépréciation des titres	359	5 411
Dotations sur provisions risques et charges financières	2 173	2 596
Total des charges financières	5 263	11 018

4.3 IMPOT SUR LES BENEFICES

▪ Ventilation

La ventilation de l'impôt sur les bénéfices entre éléments courants et exceptionnels se décompose comme suit :

En K €	Avant impôt	Impôt correspondant	Après impôt
Résultat courant	-21 548	138	-21 410
Résultat exceptionnel	104	0	104
Résultat avant et après impôt	-21 444		-21 306

L'impôt créditeur de 138 K€ correspond au Crédit d'impôt recherche

▪ Situation fiscale latente

(en K €, avec IS à 33,33 %)

Allègements de la dette future d'impôt :

Organic	29
Écarts de conversion passif	295
Total	324

▪ Intégration Fiscale

La société est en intégration fiscale avec ses quatre filiales DANE-ELEC SA, DANE-ELEC Développement SARL, Intervalle SA et Idéapack SAS.

Les conventions d'intégration fiscale appliquées dans le groupe précisent que le principe retenu est celui de la neutralité. En conséquence, chaque société du groupe DANE ELEC MEMORY, mentionnée ci-dessus, a comptabilisé une charge d'impôt analogue à celle qu'elle aurait constatée si elle n'avait pas été intégrée.

La société établit des comptes consolidés en conformité aux normes et interprétations IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

5. AUTRES INFORMATIONS

5.1 VENTILATION DE L'EFFECTIF MOYEN

Salariés	2009	2010
Cadres	21	21
Employés	18	18
TOTAL	39	39

5.2 OPTIONS DE SOUSCRIPTION

Options de souscription d'actions

Par décision du Conseil d'Administration du 15 octobre 2002, suivant l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du même jour, la société a mis en place un deuxième plan d'options de souscription d'actions aux salariés du groupe. Ce plan a expiré depuis le 2 janvier 2009.

Aucune nouvelle option n'a été consentie durant l'exercice.

Aucune option n'a été attribuée aux mandataires sociaux.

Date d'assemblée	Plan 15-oct-02
Nombre total d'actions pouvant être souscrites au 31/12/07	43 850
Point de départ d'exercice des options	02-janv-07
Date d'expiration	02-janv-09
Nombre d'actions souscrites au 31/12/2008	0
Options de souscription d'actions annulées durant l'exercice	0
Options de souscription d'actions restantes	0

ABSAR

La société Dane-Elec Memory a procédé à une émission d'actions à bons de souscription d'actions remboursables (ABSAR) le 14 juin 2006. Un total de 2 019 006 ABSAR a été émis à un prix unitaire de 3.95. Les bons de souscription d'actions remboursables (BSAR) peuvent être exercés à tout moment jusqu'au 11 juillet 2013 inclus. Deux BSAR donnent droit de recevoir une action nouvelle au prix d'exercice de 5,13 €.

Nombre de BSAR émis	2 019 006
Nombre de BSAR exercés en 2006	240
Nombre de BSAR exercés en 2007	60
Nombre de BSAR exercés en 2008	0
Nombre de BSAR exercés en 2009	0
Nombre de BSAR exercés en 2010	0
Nombre de BSAR restant	2 018 706

2 018 706 BSAR, instruments de capitaux propres, restent en circulation. Ils donnent droit à leurs détenteurs de souscrire 1 009 353 actions nouvelles.

5.3 REMUNERATION DES ORGANES DE DIRECTION ET D'ADMINISTRATION

Conformément à l'article L 225.43 du Code de Commerce, aucun crédit n'a été alloué aux deux dirigeants de la société.

Les rémunérations des dirigeants se sont élevées à un montant brut total de **644 776 €** au 31 décembre **2010**, dont aucune part variable, avantages en nature **33 021 €**

Pour l'exercice **2009**, les rémunérations des dirigeants étaient de **621 147 €** dont aucune part variable, avantages en nature **9 147 €**

Par ailleurs, les dirigeants bénéficient d'une retraite complémentaire au titre l'article 83 avec versement sous forme de rente viagère d'un montant annuel de **33 235 €**

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2010

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2010, sur :

le contrôle des comptes annuels de la société Dane-Elec Memory, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

la justification de nos appréciations ;

les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude relative à la continuité d'exploitation subordonnée à l'aboutissement des discussions avec les partenaires financiers et à la réussite du plan de retournement initié début 2011 tel qu'exposé dans la note 2.1 de l'annexe.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme indiqué dans la note 1.2 de l'annexe relative aux immobilisations financières, les titres de participation figurent au bilan à leur coût d'acquisition. A la fin de l'exercice, une dépréciation est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur d'acquisition. Sur la base des informations disponibles à ce jour, nos travaux ont consisté à apprécier l'approche et les données utilisées pour déterminer la valeur d'inventaire des titres de participation ainsi que les dépréciations éventuelles. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

La note 1.3 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation et à la dépréciation des stocks. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application. Par ailleurs, nous avons apprécié les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations retenues pour la dépréciation des stocks et revu les calculs effectués par la société. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A l'exception de l'incidence éventuelle des faits exposés dans la première partie de ce rapport, nous n'avons pas d'autres observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Paris et Paris-La Défense, le 29 avril 2011

Les Commissaires aux Comptes

A4 PARTNERS

ERNST & YOUNG Audit

Marc Luccioni

Nathalie Cordebar

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions sur les engagements réglementés

Exercice clos le 31 décembre 2010

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'assemblée générale

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention ni d'aucun engagement autorisés au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Conventions et engagements déjà approuvés par l'assemblée générale

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Les conventions sont présentées dans le tableau ci-après :

Sociétés concernées	Nature, objet et modalités
Dane-Elec Manufacturing	Prêt de K€ 3.301 accordé à la filiale, sans intérêts ni échéance. Toutefois, des intérêts ont été provisionnés à hauteur de € 557.086 pour les exercices 2006 à 2010, suite à un contrôle fiscal.
Société Financière NB, S.A.R.L.	Convention de compte courant rémunéré au taux maximal des intérêts déductibles payables annuellement à terme échu. Intérêts comptabilisés en charges au cours de l'exercice : € 0
Société Financière DH, S.A.R.L.	Convention de compte courant rémunéré au taux maximal des intérêts déductibles payables annuellement à terme échu. Intérêts comptabilisés en produits au cours de l'exercice : € 0
S.C.I. Dane 1	Convention de location simple. Bail commercial de neuf ans contracté le 1 ^{er} janvier 2007. Montant comptabilisé au titre de l'exercice 2010 : € 30.139
S.C.I. Dane 2	Convention de location simple. Bail commercial de trois ans contracté le 1 ^{er} janvier 2007. Montant comptabilisé au titre de l'exercice 2010 : € 53.667

Paris et Paris-La Défense, le 29 avril 2011

Les Commissaires aux Comptes

A4 PARTNERS

Marc Luccioni

ERNST & YOUNG Audit

Nathalie Cordebar

Rapport des commissaires aux comptes, établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du conseil d'administration de la société Dane-Elec Memory
Exercice clos le 31 décembre 2010

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Dane-Elec Memory et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Autres informations

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Paris et Paris-La Défense, le 29 avril 2011

Les Commissaires aux Comptes

A4 PARTNERS

Marc Luccioni

ERNST & YOUNG Audit

Nathalie Cordebar

4 ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION DE DANE-ELEC MEMORY

Mandataires sociaux

Président Directeur Général: Monsieur David HACCOUN

- Nommé lors de l'assemblée générale du 30 décembre 1988
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 30 juin 1992
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 16 août 1995
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 25 juin 1998
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 31 mai 2001
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 10 juin 2004
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 29 juin 2010
- Expiration de son mandat à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015

Autres fonctions :

Administrateur et Directeur Général Délégué de DANE-ELEC S.A.
Président Directeur Général d'INTERVALLE S.A.
Gérant de DANE-ELEC DEVELOPPEMENT SARL
Président IDEAPACK, SAS
Gérant de FINANCIERE D.H. SARL
Cogérant de la SCI DANE et de la SCI DANE 2
Administrateur de DANE-ELEC BELGIUM S.A.
Directeur de DANE-ELEC LIMITED
Gérant de DANE-ELEC GmbH
Gérant de DANE-ELEC MEMORIES BV
Directeur de DANE-ELEC ApS
Directeur de DANE-ELEC MANUFACTURING
Vice-Président de DANE-ELEC Corp. USA
Directeur de DANE-ELEC MEMORY ASIA LIMITED
Directeur de SKILLTECH LIMITED
Directeur de DANE-ELEC ISRAEL
Président du Conseil d'Administration et Administrateur de DANE-ELEC MEMORY CHINA COMPANY LIMITED
Directeur de DANE-ELEC MEMORY TAIWAN COMPANY,
Administrateur de DANE-ELEC SPAIN
Administrateur de DANE ELEC MIDDLE EAST FZE

Administrateur et Directeur Général Délégué : Monsieur Nessim BODOKH

- Nommé lors de l'assemblée générale du 30 décembre 1988
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 30 juin 1992
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 16 août 1995
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 25 juin 1998
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 31 mai 2001
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 10 juin 2004
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 29 juin 2010
- Expiration de son mandat à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015

Autres fonctions :

Président Directeur Général de DANE-ELEC S.A.
Administrateur d'INTERVALLE S.A.
Gérant de FINANCIERE N.B. SARL
Gérant d'INTERNET COMMERCE NETWORK SARL
Cogérant de la SCI DANE et de la SCI DANE 2
Directeur de DANE-ELEC MANUFACTURING
Président de DANE-ELEC Corp. USA
Administrateur Unique de DANE-ELEC ITALIA SRL
Directeur de DANE-ELEC MEMORY ASIA LIMITED
Directeur de SKILLTECH LIMITED
Directeur de DANE-ELEC ISRAEL
Directeur de DANE-ELEC MEMORY TAIWAN COMPANY

Administrateur de DANE-ELEC SPAIN
Administrateur de DANE ELEC MIDDLE EAST FZE

Administrateur: Madame Karine STIOUI

- Nommé lors de l'assemblée générale du 30 décembre 1988
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 30 juin 1992
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 16 août 1995
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 25 juin 1998
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 31 mai 2001
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 10 juin 2004
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 29 juin 2010
- Expiration de son mandat à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015

Autres fonctions :

Administrateur de DANE-ELEC S.A.

Représentant permanent de DANE-ELEC MEMORY au Conseil d'administration d'INTERVALLE

Administrateur de DANE-ELEC BELGIUM S.A.

Administrateur : Madame Dominique BEN ITAH

- Nommé lors de l'assemblée générale du 30 décembre 1988
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 30 juin 1992
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 16 août 1995
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 25 juin 1998
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 31 mai 2001
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 10 juin 2004
- Renouvelé lors de l'assemblée générale du 29 juin 2010
- Expiration de son mandat à l'issue de l'assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015

Autres fonctions :

Administrateur de DANE-ELEC S.A.

Administrateur de DANE-ELEC BELGIUM S.A.

DANE-ELEC

memory is everywhere

149/165 avenue Galliéni – 93170 Bagnole – France
Tél : +33 1 49 72 81 81 - Fax : +33 1 49 72 81 99
RCS : Bobigny N°B33 087 997 – Code NAF : 4652 Z
www.dane-elec.fr

EUROPE

• BELGIQUE

Dane-Elec /N.V.
Avenue des saions 110-112
1050 Bruxelles
Belgique
Tél : +32 2 216 71 27
Fax : +32 2 216 68 71

• DANEMARK

Dane-Elec ApS
Bernhard Bangs Alle 39
2000 Frederiksberg
Danemark
Tél: +45 70 22 40 50
Fax: +45 70 22 40 51

• ESPAGNE / ITALIE

Dane-Elec Spain
Via Augusta, 13-15
Despacho 601, Planta 6a
08006 Barcelone
Tél: +34 93 306 34 21
Fax: +34 93 306 34 64

• IRLANDE

Dane-Elec Manufacturing
Spiddal Industrial Estate
Spiddal, Galway
Irlande
Tél: +353 91 55 3000
Fax: +353 91 55 3050

• PAYS-BAS

Dane-Elec BV
Vlierbaan 34
2908 LR Cappelle aan den IJssel
Pays-Bas
Tél: +31 10 451 22 55
Fax: +31 10 451 12 38

• ROYAUME-UNI

Dane-Elec Limited
Unit 4B, Lansbury Estate
102 Lower Guildford Road,
Knaphill, Woking
Surrey, GU21 2EP
Royaume-Uni
Tel: 01483 522 060
Fax: 01483 473 469

FRANCE

• Dane-Elec Memory

149/165 avenue Galliéni
93170 Bagnole
France
Tél : +33 1 49 72 81 81
Fax : +33 1 49 72 81 99

• Dane-elec S.A.

149/165 avenue Galliéni
93170 Bagnole
France
Tél : +33 1 49 72 81 81
Fax : +33 1 49 72 81 99

• Dane-Elec Développement

149/165 avenue Galliéni
93170 Bagnole
France
Tél : +33 1 49 72 81 81
Fax : +33 1 49 72 81 99

• Intervalle

149/165 avenue Galliéni
93170 Bagnole
France
Tél : +33 1 49 72 81 81
Fax : +33 1 49 72 81 99

• Ideapack

Rue de la Prayette
02250 Marle
France
Tél : +33 3 23 21 74 40
Fax : +33 3 23 21 74 41

ASIE

• TAIWAN

Dane-Elec Memory Taiwan Company
5F, N°102 Zhouzi Street
Nei-Hu District
Tapei
Taiwan

• HONG KONG

Dane-Elec Memory Asia Ltd
Rm 3713, The Center
99 Queens's Road Central
Hong Kong

MOYEN-ORIENT

• Dubaï

Dane-Elec Middle East FZE
Office N°2608
26th Floor, Jafza View 18
Jebel Ali Free Zone Authority - Dubaï
EMIRATS ARABES UNIS

• Israël

27 Habarzel Street
69710 Tel Aviv
Israël
Tél: +972 3 7694 711
Fax: +972 3 6444 489

AMERIQUE

• USA

Dane-Elec Corporation
15770 Laguna Canyon Road, #100
Irvine, California 92618
USA
Tél:(888) 451-3263 (depuis les USA)
Tél : +1 949 450 2900
Fax : +1 949 727 9083